

en couverture

La maison brûle

54 HÉROS POUR SAUVER LA PLANÈTE

Nino Mascardi/Getty Images

♦ “*La maison brûle et nous regardons ailleurs*”, a déclaré Jacques Chirac lors du Sommet de la Terre de Johannesburg, en 2002. Depuis, il a chaussé ses lunettes, mais rien n’est venu*. ♣ Le sommet de Montréal, censé poursuivre les efforts de Kyoto contre le réchauffement climatique, risque de s’achever le 9 décembre sur un échec. Pourtant, partout dans le monde des hommes et des femmes agissent – avec des moyens, des ambitions et des objectifs différents – pour sauver la planète.

♥ En voici 54, parmi les plus remarquables, connus, plus souvent méconnus. Pourquoi 54 ? Pour vous permettre, si le cœur vous en dit, d’en faire un jeu de cartes. ♠ On se souvient du jeu diffusé par le Pentagone avant l’invasion de l’Irak, qui présentait les photos des dignitaires du régime les plus recherchés. En voici donc un autre, plus positif, qui comporte 52 figures et 2 jokers, Arundhati Roy et José Bové, que vous pouvez télécharger sur notre site : www.courrierinternational.com

* N’oublions pas la taxe sur le kérosène, qui est loin d’être adoptée par les Européens.

Medha Patkar La grande dame de la Narmada

INDE ■ Grâce à cette femme, un vaste mouvement populaire s'est formé contre la politique du gouvernement en matière de construction de barrages.

IL MANIFESTO
Rome

Narmada. Ce nom est devenu un symbole en Inde et dans le monde entier. Il désigne le grand fleuve de 1 300 kilomètres qui traverse trois Etats dans le centre du pays ; mais c'est aussi le nom d'un projet pharaonique comprenant la construction de 30 grands barrages, 135 barrages moyens et 3 000 digues. Ce projet a suscité de nombreuses réactions [on fêtait fin novembre le vingtième anniversaire du début du mouvement], car les grands barrages créent des lacs artificiels dont les eaux submergent les villages, les terres cultivées et les forêts. Ils provoquent surtout le déplacement de dizaines de milliers de personnes. La digue appelée Sardar Sarovar, la plus importante du projet, a obligé plus de 350 000 personnes à chercher un autre endroit où aller vivre et cultiver la terre. Mais ces "délogés" ne se sont pas laissés chasser facilement. La guerre de la vallée du fleuve n'est pas seulement un fait de "résistance", estime Medha Patkar, figure de proue du Narmada Bachao Andolan, l'un des mouvements les plus engagés dans cette lutte. Elle explique que "la contestation a eu le mérite de faire émerger la question du droit à la terre de milliers de gens, à l'intérieur comme à l'extérieur des zones inondées". Il faut savoir que plus de la moitié des déplacés appartiennent aux populations indigènes. Avec les dalits – les intouchables –, ils constituent 80 % de la population locale. Souvent, on ne reconnaît pas leur statut de déplacés, car ils ne possèdent pas de documents légaux pour montrer qu'ils ont un droit sur leurs terres. "Nous avons préparé les papiers nécessaires et demandé au gouvernement d'enregistrer ces familles. Mais ce dernier temporise", ajoute Medha Patkar. Les indigènes sont chassés "sans être consultés, sans qu'aucun droit leur soit garanti, sans qu'ils puissent prétendre à la moindre retombée des avantages que produit ce genre d'ouvrage".

Peu à peu, le mouvement de résistance contre les barrages est devenu un mouvement politique. Le Narmada Bachao Andolan est l'une des organisations qui, en 1996, ont donné naissance à l'Alliance nationale des mouvements populaires (NAPM, National Alliance of People's Movement), avec la participation du Mouvement des paysans et travailleurs du Rajasthan pour le droit à l'information et à la transparence, du Forum national des pêcheurs et des groupes dalits. L'alliance de ces mouvements a organisé une marche à travers l'Inde, du Kerala à Ayodhya, une ville située dans la plaine du



■ **Goldman Prize**
Un grand nombre des hommes et femmes que nous présentons dans ces pages ont reçu le prix Goldman pour l'environnement. Souvent présenté comme le prix Nobel de l'environnement, il est assez peu connu en France. Nous avons marqué d'un petit symbole la photo des récipiendaires.

Gange, dans le nord du pays. Il y a dix ans, des hindous y ont détruit une mosquée, déclenchant une vague de violences intercommunautaires. Ayodhya reste le symbole de l'idéologie de la suprématie hindoue sur les diverses cultures et religions qui constituent l'Inde, un nationalisme combiné au fondamentalisme.

Voilà pourquoi la marche s'est terminée dans cette ville. "Il y avait une logique. Pour nous, les deux défis majeurs étaient d'un côté la nouvelle politique économique, fondée sur les privatisations et les investissements étrangers, et de l'autre le communautarisme, c'est-à-dire l'usage politique des appartenances religieuses. Nous sommes donc partis du Kerala, où un groupe de villages lutte contre le géant Coca-Cola, qui leur soutire littéralement l'eau potable, et nous sommes allés tout naturellement jusqu'à Ayodhya, où il y a eu un problème lié justement à l'appartenance religieuse", explique Medha Patkar.

Grâce à sa lutte pour la défense des populations indigènes, cette diplômée en médecine et chercheuse en sciences sociales a conquis une légitimité et une reconnaissance politique en Inde. "Nous avons soulevé des questions sur les privatisations, la globalisation, le fondamentalisme religieux, le système des castes, la lutte des dalits pour les droits et la dignité. Le mouvement représente une proposition politique globale. Au point que l'on nous demande aujourd'hui de nous présenter aux élections", conclut-elle.

Marina Forti

Cette traduction est empruntée au Courrier de Genève.
2♦ www.narmada.org/

CANADA

Un pirate au chevet des dauphins

2♠



Pascal Baril/Sipa

PAUL WATSON Ancien garde-côte canadien, Paul Watson a participé, en 1971, à la fondation de Greenpeace. Il a mené pour l'organisation une célèbre campagne contre la chasse aux phoques, au cours de laquelle il a réussi notamment à mobiliser Brigitte Bar-

dot. Très critique à l'égard de "la structure bureaucratique de l'organisation", il l'a quittée en 1977 pour fonder Sea Shepherds (Bergers des mers), dont le but est de protéger les mammifères marins de la chasse, très souvent illégale. Il sillonne les mers de la planète à la poursuite des tueurs de dauphins, de baleines ou de phoques, et arbore fièrement un drapeau noir de pirate. Il a éperonné ou coulé 11 bateaux de pêche – sans faire la moindre victime humaine. Il collabore également depuis plusieurs années avec le gouvernement de l'Equateur dans sa lutte contre la pêche illégale dans la réserve marine des îles Galápagos. 2♠ www.seashepherd.org/

ISRAËL

"Peace, love and water"

2♥



DR

GIDON BROMBERG C'est le directeur d'EcoPeace/Les Amis de la Terre Moyen-Orient, une structure tripartite – palestinienne, jordanienne et israélienne – qui travaille en particulier sur la question de l'eau. Il s'attache notamment à un projet de réhabilitation de la mer Morte, dont le niveau baisse dangereusement. Seule la coopération des trois pays riverains pourra la sauver.

2♥ www.foeme.org/

AUTRICHE

Il a tenté de stopper la surpêche

2♣



Fabian Matzerath/AFP

FRANZ FISCHLER Alors qu'il était commissaire européen à l'Agriculture et à la Pêche, de 1995 à 2004, il a lancé la réforme de la politique commune de la pêche, destinée à protéger les stocks de poissons gravement menacés par la surpêche. Son point de vue

était essentiellement économique. Son projet, qui tranchait avec l'irresponsabilité du passé, a été neutralisé par les lobbys des pêcheurs, en France et en Espagne notamment. Par ailleurs, Fischler a été très critiqué pour son action dans l'agriculture, en raison notamment de son soutien aux OGM.

2♣ www.europa.eu.int/comm/fisheries/

Mom Sakin Chasser les bûcherons clandestins



CAMBODGE ■ Face à l'inertie des autorités, des communautés villageoises se mobilisent contre la déforestation.

CAMBODGE SOIR (extraits)
Phnom Penh

PROVINCE DE KRATIÉ (À LA FRONTIÈRE AVEC LE VIETNAM)

Il est 20 heures. Les villageois se sont rassemblés sur la place du village, comme convenu. Dans quelques minutes, ils lèveront le camp pour s'enfoncer dans la forêt. Ils y passeront sans doute la nuit, peut-être davantage. Ils sont une quarantaine, hommes et femmes de tous âges, à patrouiller ainsi dans les bois. Ils traquent les bûcherons illégaux, les trafiquants de bois en tout genre qui défigurent leur forêt, cet espace mythique et vital constituant leur principale source de revenus en dehors des travaux agricoles. Dans le district de Snoul, les cicatrices de ces déboisements sauvages sont visibles partout, dans ces grands arbres centenaires dont il ne reste que la souche et dans ces clairières artificielles jonchées de troncs écorcés qui ponctuent leurs promenades. "Avant, ils n'abattaient que les grands arbres de 70 cm de rayon. Puis ils se sont attaqués aux troncs de 60 cm, de 50 cm et même de 20 cm. Si on n'agit pas, un jour prochain, il n'y aura plus de forêt", explique l'un des villageois.

Pour eux, il n'est plus question de rester les bras croisés en regardant les arbres tomber. Face à la passivité des autorités locales, les habitants du district se sont regroupés en communau-



tés forestières, grâce à l'entremise d'une ONG. La première a vu le jour en 2001 dans la commune de Ksim. On en dénombre aujourd'hui 23 dans les communes avoisinantes. "Nos membres sont bénévoles", explique Mom Sakin, qui, à 48 ans, est chef de la communauté forestière de Snoul. "Tous ces villageois acceptent de travailler gratuitement, jour et nuit, pour protéger leur forêt, qui est aujourd'hui menacée." Et, pour mener à bien cette mission, normalement dévolue aux autorités, ils sillonnent la forêt en groupes, à l'affût du moindre bruit suspect, au risque, parfois, d'être pris pour cible par des bûcherons clandestins.

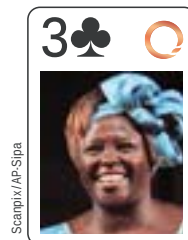
Un calme relatif règne pendant un moment sur la petite troupe. Le crépitemment du feu de bois et les caresses du vent dans les frondaisons accompagnent les veilleurs pendant leur tour de garde. Des bruits de pas s'élèvent à nouveau des bois. Les trafiquants viennent récupérer leur butin. La vigie donne l'alerte, les gardes fores-



■ **Isidro Baldenegro Lopez (Mexique)**

Il a joué un rôle clé dans le combat des Indiens Rarámuris contre l'abattage non réglementé des forêts de l'Etat du Chihuahua. Son père avait été assassiné pour avoir défendu la même cause. En mars 2003, il a été arrêté et emprisonné pendant un an. Comme le rappelle Amnesty international, le bureau du procureur général de l'Etat a reconnu que les policiers avaient produit de fausses preuves pour le faire accuser.

3♠ forest.org



■ **Wangari Maathai (Kenya)**

Elle a reçu le prix Nobel de la paix en 2004 pour avoir fondé, dans les années 1970, le mouvement de la Ceinture verte, grâce auquel elle aurait réussi à mobiliser des femmes pour planter quelque 30 millions d'arbres dans tout le pays. Le personnage est toutefois controversé. Certains se demandent où sont les arbres plantés, tandis que d'autres lui prêtent des déclarations xénophobes et des propos douteux sur le sida.

3♣ www.wangarimaathai.or.ke

tiers se mettent en chasse. Les bûcherons prennent la fuite. Cinq coups de feu retentissent dans la nuit. Les villageois, sans armes, courent en tous sens pour se mettre à l'abri. "Alors, qui est le plus fort ?" lance du fond des bois une voix en khmer. Le calme retombe pendant près d'une heure, puis les bûcherons reviennent à la charge. Nouvelle fusillade, nouvelle débandade. Ils ont cette fois amené un camion, qui charge une partie des grumes pour les transporter de l'autre côté de la frontière. "J'ai eu très peur pendant les tirs, avoue Ban Malay, une mère de famille de 43 ans. Mais je ne me décourage pas. Je continuerai toujours à protéger ma forêt, pour moi et pour mes enfants. Quand j'étais petite, il y avait beaucoup de grands arbres. Ils ont aujourd'hui presque tous disparu."

L'ACTION DES AUTORITÉS BRILLE PAR SON AMBIGUÏTÉ

En temps normal, pour les flagrants délits comme celui-là, les villageois alertent l'administration forestière, seule apte à régler l'affaire par la voie légale, explique Mom Sakin. "Mais, cette fois, nous sommes trop loin. Nous nous contenterons de rédiger un rapport et apporterons le matériel saisi aux autorités", explique-t-elle alors que, non loin de là, une scie fait entendre le roulement destructeur de sa chaîne contre un tronc. Les villageois saisissent deux nouvelles tronçonneuses. "Le mieux serait encore de les détruire, car il nous arrive de les retrouver dans les mains d'autres trafiquants", constate amèrement Mom Sakin. Contrastant avec le volontarisme des populations locales, le rôle des autorités en charge de la protection des forêts ou du contrôle des frontières brille en effet par son ambiguïté. L'accueil réservé aux villageois et à leur butin de tronçonneuses par les quelques soldats massés à la frontière est ainsi loin d'être triomphal. "A quoi ça sert de ramener les tronçonneuses et pas leurs propriétaires ?" maugrée d'un air patibulaire l'un des hommes en armes. "Et où sont vos autorisations ?" reprend-il sans cesser de mâcher infatigablement son chewing-gum. "Nous sommes de simples paysans qui vivons de la résine des arbres et souhaitons protéger la forêt. Nous n'avons pas d'autorisation, monsieur", répond Mom Sakin, rompue à ce genre d'échanges. Les soldats reprocheront longuement à ces petits robins des bois de fortune de ne pas les avoir prévenus de leurs rondes. "Ça nous aiderait à vous protéger", leur explique-t-on.

Les villageois écoutent poliment le sermon avant de tourner les talons. Eux sont bien placés pour savoir que les derniers à mettre au parfum de leurs patrouilles nocturnes sont précisément les dépositaires de l'ordre public. "Si on crie sur tous les toits où et à quelle heure on compte faire notre ronde, il y a de grandes chances pour que tous les trafiquants aient remis leur scie avant notre arrivée", note un villageois. "On nous reproche toujours de faire n'importe quoi, de dépasser le cadre de notre mission et de ne pas suffisamment coopérer avec les autorités. Mais nous sommes les premiers à réclamer davantage de coopération", fait remarquer Mom Sakin. "On nous considère comme des éléments perturbateurs à cause de notre courage et de notre ténacité", conclut-elle.

Tung Soklim

3♥ globalwitness.org

NIGERIA

David contre Goliath



ODIGHA ODIGHA Après avoir grandi dans les forêts de l'Etat de Cross River, dans le sud-est du Nigeria, et après un MBA à l'université de Lagos, il a choisi de se lancer dans la politique. En rentrant dans sa région natale, il s'est aperçu que les forêts de son enfance

avaient été dévastées par les bûcherons. C'est ainsi qu'a débuté sa lutte contre le déboisement et l'exploitation forestière illégale organisée par une grande entreprise hongkongaise, la Western Metal Products.

A l'époque, il était dangereux de se lancer dans des opérations de ce genre. Le régime du général Sani Abacha était tristement célèbre pour sa corruption et sa violence. En 1995, les autorités avaient fait exécuter neuf militants ogonis [l'une

des 300 ethnies du pays, qui vit dans des zones riches en pétrole], parmi lesquels figurait leur leader, l'écrivain Ken Saro-Wiwa, parce qu'il avait osé parler des dégâts écologiques et sociaux causés par l'exploitation pétrolière du delta du Niger. Odigha a donc vécu dans la clandestinité entre 1996 et 1998, tout en continuant son travail sur le terrain avec les peuples forestiers. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement civil, à la mort d'Abacha, en 1998, a permis à Odigha de sortir de l'ombre et de continuer son travail. Son action de sensibilisation a permis de mettre en place un moratoire sur la déforestation dans l'Etat de Cross River, désormais en partie protégé par un parc national. Le gouvernement a aussi été contraint d'entreprendre le premier bilan écologique du pays et de mettre sur pied la première commission forestière. Michelle Nijhuis, Grist, Seattle

3♦ odighaodigha.8k.com

Corneille Ewango Aimer les arbres à en mourir

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ■

Le jeune botaniste a poursuivi son travail dans la réserve d'Okapi malgré la guerre civile.

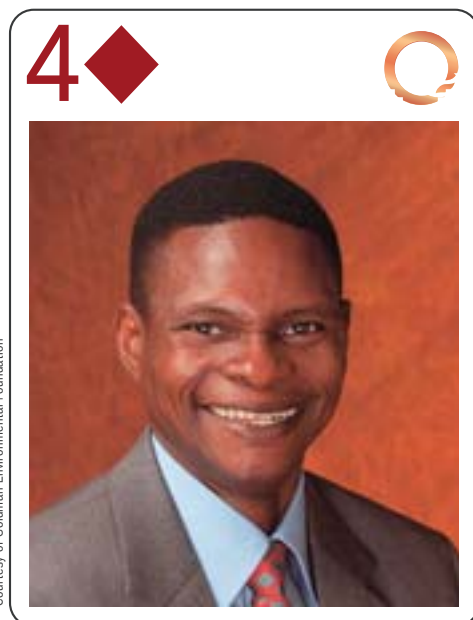
ST. LOUIS POST-DISPATCH
Saint Louis

Poursuivi par des soldats rebelles, le botaniste Corneille Ewango a trouvé refuge au cœur de la forêt équatoriale africaine, tout comme les éléphants et les chimpanzés qu'on tuait pour leur ivoire ou pour leur chair. Alors qu'une violente guerre civile plongeait la république démocratique du Congo dans le chaos, les militaires ont encerclé les 12 000 kilomètres carrés de la réserve naturelle d'Okapi. Tous ses collaborateurs ont fui, mais Ewango, lui, a décidé de rester et de cacher le fruit de ses précieuses recherches, ainsi que son matériel, parmi les gigantesques arbres et plantes grimpantes de la forêt. Ewango a survécu. Il s'est enfoncé dans la forêt et a marché pendant quatre jours sans boire et sans manger, réussissant à rejoindre sa famille, qui l'attendait. Puis, grâce à l'intervention de ses supporteurs à travers le monde, il a obtenu une bourse pour poursuivre ses études à l'Université du Missouri-Saint Louis (UMSL).

Aujourd'hui, le courage et l'action d'Ewango en faveur de la protection de la nature ont enfin été récompensés puisqu'il a reçu, le 18 avril 2005, le prestigieux prix Goldman de l'environnement à San Francisco. "C'est la première fois au Congo que quelqu'un est récompensé dans le domaine de l'environnement", explique-t-il. Cela me donne envie de pleurer d'émotion quand je constate que tout ce que j'ai fait est reconnu et soutenu. "Rares sont ceux qui peuvent affirmer qu'ils ont mis leur vie en danger pour la protection de la nature ; Corneille, lui, en fait partie", souligne Patrick Osborne, directeur du Centre d'écologie tropicale à l'UMSL, le plus important aux Etats-Unis.

Ewango a grandi avec son oncle, un braconnier chasseur d'éléphants. A force de passer son temps dans la forêt, il s'est mis à étudier les plantes, une passion qui a fini par lui faire oublier tout le reste. Très vite, Ewango est devenu responsable de la botanique dans la réserve d'Okapi, qui a pris le nom d'une girafe à rayures, très craintive, que l'on trouve uniquement dans les forêts du nord-est du Congo. Ewango et ses étudiants ont longuement étudié le terrain et ont répertorié quelque 600 espèces d'arbres. A titre de comparaison, il n'existe que 700 espèces d'arbres dans toute l'Amérique du Nord. Etrangement habile à trouver des plantes rares, Ewango a même découvert un arbre jusque-là inconnu des spécialistes. Il a appris les secrets de la forêt auprès de ses habitants, les Mbuti, plus connus sous le nom de Pygmées.

Mais tout n'est pas que paradis dans la forêt. La guerre civile a éclaté en 1996, lorsque des rebelles se sont emparés du pouvoir dans ce qui s'appelait encore le Zaïre, mettant un terme à la longue dictature de Mobutu Sese Seko. Le pays est resté en proie à l'anarchie au cours des six années suivantes, et la réserve



Courtesy of Goldman Environmental Foundation

d'Okapi et son personnel scientifique, ainsi que la forêt voisine de l'Ituri et ses habitants, ont dû subir de nombreuses exactions. L'armée en déroute et les rebelles qui progressaient ont envahi la région, pillant et semant la destruction sur leur passage. Massacres et viols étaient monnaie courante. "Ils ont capturé nos femmes et les ont violées. Nos femmes ! Devant nos propres yeux. Ils nous ont dit : 'Et alors, qu'est-ce que vous comptez faire ? Si vous ouvrez la bouche, on vous tranche la gorge.' Ils sont le mal personnifié", a rappelé un chef pygmée dans un entretien enregistré pour la Fondation Goldman pour l'environnement. Ewango a mis les siens en sécurité. "Mes collègues sont partis, mais moi j'ai pensé qu'il valait mieux que je reste. Je leur ai dit : 'Nous devrions continuer à travailler.' Ils m'ont demandé pourquoi. Je leur ai répondu : 'Ça finira par payer un jour'."

Il a réparti les spécimens végétaux auprès d'amis dans la ville voisine, Upulu, avant d'enterrer en forêt des caisses de documents et de matériel. Il a également organisé des tours de rôle avec le personnel restant et les habitants pour nourrir et protéger les quatorze okapis du zoo de la réserve. Ewango a même dû essuyer des coups de feu tandis qu'il essayait de démonter un



DR

■ **Biswajit Mohanty (Inde)**

Ce jeune avocat hyperactif est le directeur de la société de protection de la nature de l'Orissa, un Etat de l'est de l'Inde, sur le golfe du Bengale. Il protège les tortues olivâtres (*Lepidochelys olivacea*), une espèce menacée de tortues migratrices qui viennent chaque année pondre sur les plages de cette région. Il tente également de protéger le lagon Chilika – un haut lieu de la biodiversité abritant plus de 1 million d'oiseaux migrateurs – de la "mafia des crevettes" qui ravage l'écosystème. Il peut ainsi s'enorgueillir d'avoir démonté des élevages illégaux de crustacés en mobilisant près de 5 000 pêcheurs, venus de 145 villages avoisinants. (Sanctuary Asia, Bombay) 4♥ www.wildlife.orissa.org

panneau solaire d'un toit pour le mettre à l'abri. Il s'est enfui et est resté caché pendant plusieurs jours. Ensuite, il est allé négocier avec le chef des rebelles, lui expliquant qu'il n'avait ni argent, ni ivoire, ni armes, et qu'il était un simple scientifique. Il a ainsi obtenu des soldats de pouvoir poursuivre son travail, même si ceux-ci continuaient à le regarder avec méfiance. La tension a fini par atteindre un tel niveau qu'Ewango a bien cru que les rebelles allaient le tuer. Il s'est d'abord réfugié dans la forêt pendant trois mois, avant de s'enfuir définitivement en compagnie de l'un de ses collaborateurs.

En proie au désespoir, Ewango a fait parvenir un message à l'un de ses amis, David Kenfack, un botaniste camerounais qui étudiait à l'UMSL. Celui-ci a aussitôt alerté Roy Gereau, un taxinomiste du Jardin botanique du Missouri qui avait visité la réserve d'Okapi. "Puis ce fut une réaction en chaîne", se souvient celui-ci, qui s'est empressé de trouver un moyen de faire sortir Ewango du Congo et de lui faire intégrer un programme de recherches, en clamant autour de lui : "Nous avons trois jours pour lui faire parvenir une réponse. Passé ce délai, il risque de n'être plus en vie." Après s'être échappé de la forêt, Ewango a rendu une brève visite à sa femme et à ses trois enfants, qui étaient persuadés de sa mort. Entre-temps, il a appris qu'il pouvait s'inscrire à l'UMSL et quitter le pays.

Terese Hart, chercheuse du programme de la Société de préservation de la faune et de la flore du Congo, a fait la connaissance d'Ewango lorsque celui-ci a commencé à travailler à la réserve d'Okapi, en 1995. Son organisation, dont le siège se trouve au zoo du Bronx, à New York, avait participé à la création de la réserve trois années auparavant. "J'ai été très impressionnée par son zèle et son dévouement", se souvient celle qui a présenté la candidature d'Ewango au prix Goldman.

Corneille Ewango compte rentrer dès que possible dans son pays, pour réaliser un herbier avec le soutien du Jardin botanique du Missouri et retrouver sa famille, qu'il a peu vue ces dernières années. Son troisième enfant est né alors qu'il vivait encore caché dans la forêt.

Sara Shipley

4♦ www.umsu.edu/~biology/ictc

BRÉSIL

Les animaux sauvages lui doivent beaucoup

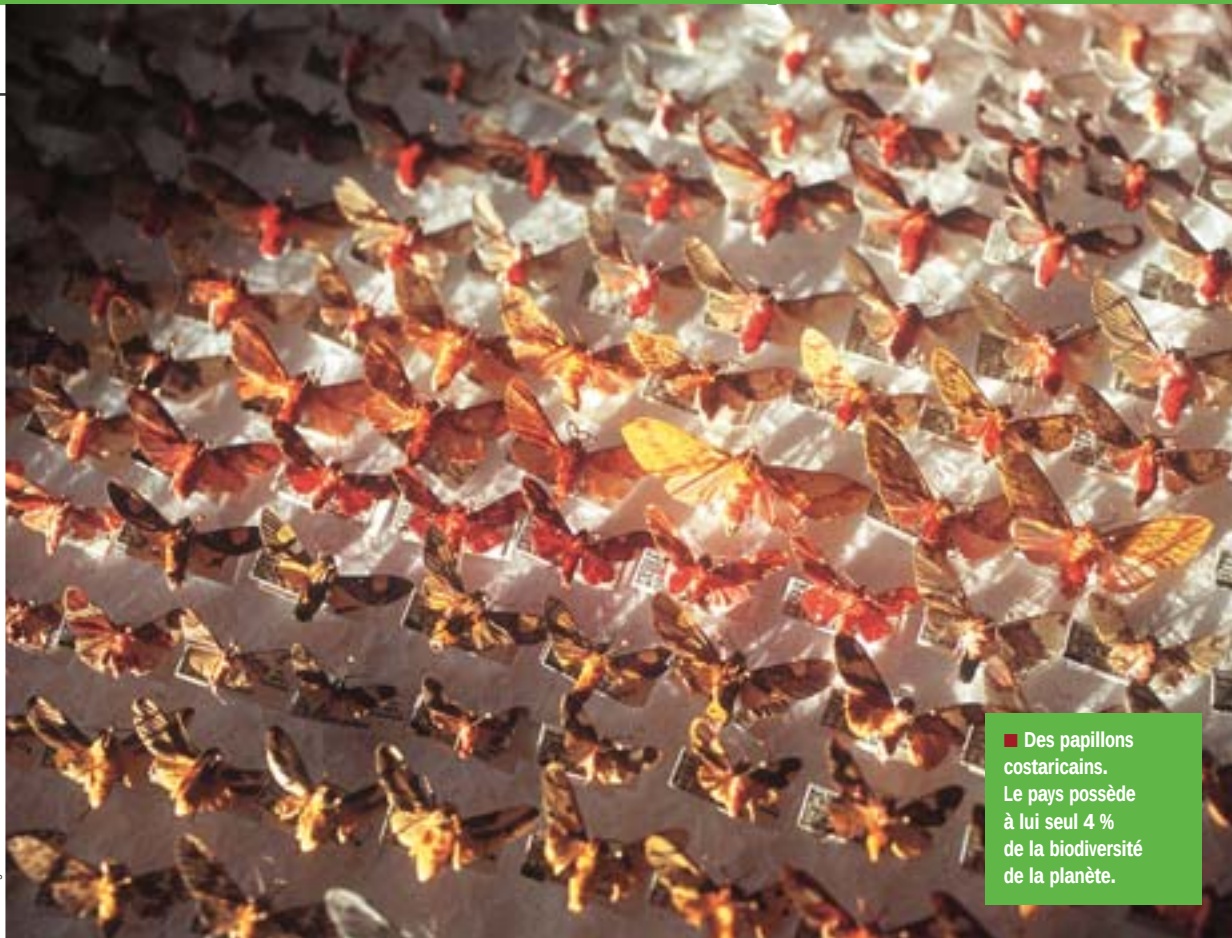


3

DENER GIOVANINI Avant de recevoir, en 2003, le prix Sasakawa du Programme de l'ONU pour l'environnement (PNU), décerné aux meilleurs défenseurs de l'environnement, Dener Giovanini était quasiment inconnu au Brésil. Pourtant, son amour de l'écologie l'a conduit très tôt à assumer des responsabilités dans ce domaine. A 16 ans, depuis sa petite ville de Três Rios, dans l'Etat de Rio de Janeiro, il militait au sein du mouvement national qui a conduit à la création du Parti vert, dirigé pendant de longues années par Fernando Gabeira, un autre grand nom de la défense de l'environnement au Brésil. Puis, à l'âge de 20 ans, il est devenu ministre de l'Environnement de l'Etat de Rio de Janeiro. En 1999, il a fondé le Réseau national de lutte contre le trafic

d'animaux sauvages (RENTAS), dont les 900 bénévoles traquent à travers le pays toute forme de transport ou de vente illégale d'animaux sauvages. Sous sa pression et celle d'autres organisations internationales, le gouvernement a dû réagir. La police fédérale dispose désormais d'une division spécialisée dans les "crimes écologiques". Mais, pour Giovanini, tout reste encore à faire. "Le Brésil est la plus grande réserve naturelle du monde, mais sa protection n'est malheureusement pas une priorité pour le gouvernement actuel", regrette-t-il dans *O Estado de São Paulo*. Il se veut néanmoins optimiste. "Si le trafic d'animaux n'a pas diminué, il n'a pas pour autant augmenté. Aujourd'hui, les trafiquants agissent dans la clandestinité. Ils savent qu'en installant une cage au vu et au su de tous ils peuvent être inquiétés par la police ou bien être la cible de la population", conclut-il.

4♠ www.rentas.org.br



■ Des papillons costaricains. Le pays possède à lui seul 4 % de la biodiversité de la planète.

Jean-Baptiste Chavannes L'écologie au goutte-à-goutte

HAÏTI ■ Agronome et homme politique, son Mouvement paysan veut sauver les sols de l'île.

THE MIAMI HERALD (extraits)
Miami

A Haïti, l'agriculture est en train de tomber peu à peu dans l'oubli. Après trois siècles de déforestation, la pluie ne fait plus qu'entraîner la précieuse couche arable dans la mer. La terre devient de plus en plus aride et, pour survivre, les agriculteurs n'ont d'autre solution que de brûler les derniers arbres squelettiques pour faire du charbon et le revendre. Accentués par la déforestation, coulées de boue et glissements de terrain ravinent les pentes d'Haïti et détruisent tout sur leur passage. Les défenseurs de l'environnement du monde entier ont dépensé en vain des millions de dollars pour enrayer le processus.

Voilà pourquoi Jean-Baptiste Chavannes, agronome haïtien et fondateur du Mouvement paysan de Papaye (MPP), a choisi de combattre de l'intérieur, en s'efforçant de donner aux petits agriculteurs une raison de protéger la terre et de la considérer comme un élément essentiel de leur survie. Ce qui lui a valu d'être pris pour cible, d'être exilé. Et il a vu le travail d'une vie anéanti par des hommes de main à la solde du gouvernement. On a détruit les vergers qu'il avait plantés et il a vu le mouvement qu'il avait contribué à créer, le parti Lavalas de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, prendre une orientation qu'il juge méprisable. Pourtant, il ne renonce pas. Le MPP compte 60 000 adhérents sur le plateau central aride du pays. Cependant, l'instabilité politique de ces vingt



dernières années – avec la succession ininterrompue de gouvernements aussi inefficaces les uns que les autres – a rendu presque impossible tout progrès dans quelque domaine que ce soit, y compris l'environnement. “Le Mouvement paysan de Papaye a toujours été un mouvement militant”, affirme Daniel Moss, de Grassroots International, un groupe qui a contribué à son financement. “Mais à qui peut-on adresser ses doléances, à Haïti ? C'est comme se battre contre des ombres !” ajoute-t-il.

Le lot des paysans haïtiens est aussi aride que la terre desséchée qu'ils cultivent. La population est en pleine croissance et les surfaces cultivables rétrécissent. L'irrigation est très insuffisante, rares sont les cultivateurs à détenir des titres de propriété, et le libre-échange soutenu par les Etats-Unis laisse entrer dans

le pays des produits à bas prix qui empêchent l'écoulement des productions locales sur leur propre marché.

Pour Jean-Baptiste Chavannes, l'un des freins au progrès est la conception qui attribue le succès ou l'échec des récoltes à des forces surnaturelles. “Si les agriculteurs pensent que leurs cultures n'ont pas poussé parce que Dieu ne l'a pas voulu ou qu'un voisin leur a jeté un sort, à quoi peuvent bien leur servir les connaissances techniques ?” s'interroge-t-il. Il a donc entrepris un travail de longue haleine consistant à éduquer les agriculteurs et à leur apprendre à se fédérer. Son travail se fonde sur un principe tout simple : si on leur donne un sentiment de propriété, les nécessités économiques les conduiront à préserver l'environnement. Le mouvement a pris de l'ampleur, et Chavannes a créé un organisme de crédit pour aider les cultivateurs à acheter des semences. Ils ont construit des silos à grains pour stocker leurs récoltes, échappant ainsi aux spéculateurs et aux intermédiaires. Ils ont créé une radio paysanne et perfectionné le système d'irrigation pour allonger la période de culture.

Passé maître dans l'art d'attirer les investisseurs, Jean-Baptiste Chavannes n'a pas tardé à constituer une force politique à lui tout seul. En 1991, quand Aristide a accédé pour la première fois à la présidence, il devint l'un de ses plus proches conseillers. Quatre ans plus tard, il était pressenti comme l'un des deux successeurs possibles à la présidence, avec René Préval, qui finit par l'emporter. Aujourd'hui, il dirige le KONBA [Konbit pou bati Ayiti, Rassemblement pour la construction d'Haïti], un nouveau parti politique. “Beaucoup disent que je brigue la présidence, commente-t-il. C'est totalement faux. Je ne serai pas candidat.”

SOIT LES GENS SONT REBUTÉS,
SOIT ILS SONT ENTHOUSIASTES

Au fil des ans, son engagement politique lui a attiré des inimitiés. Certains de ses détracteurs lui ont demandé pourquoi le MPP n'était pas plus agressif, pourquoi il n'organisait pas de manifestations et ne bloquait pas les routes pour exiger une réforme agraire, un minimum d'irrigation et des taxes sur les importations. “Chavannes ne laisse personne indifférent”, estime Robert Maguire, spécialiste d'Haïti à l'université Trinity de Washington, qui a financé Jean-Baptiste Chavannes. “Soit les gens sont enthousiasmés, soit ils sont rebutés.” En 1997, il a eu une altercation en public avec Aristide, qu'il accusait, ainsi que son parti, de corruption et de violence. “Depuis cette époque, jusqu'à sa destitution, en 2004, nous avons constamment fait l'objet d'attaques”, explique Chavannes. Cela ne l'a pas empêché de faire avancer de nouveaux projets, comme la plantation d'arbres. Au cours des trente dernières années, il en aurait planté quelque 20 millions.

Oasis ombragée plantée d'arbres fruitiers, la propriété du leader paysan, nichée au milieu de ces collines desséchées, donne un aperçu de ce que pourrait être un véritable succès. Des plants soigneusement sélectionnés de benzoliv (*Moringa pterygosperma*) apportent des protéines à la terre. L'irrigation au goutte-à-goutte permet d'économiser l'eau, et les tomates poussent hors saison. Mais le paysage alentour reste aussi désolé que par le passé, à l'image de ces collines calcinées et ravénées par les eaux boueuses où l'on voit quelques arbres ici et là.

Joe Mozingo

4♣ www.alterpresse.org



ROY SESANA Résister à la violence

BOTSWANA ■ La police veut expulser les Bochimans de leurs terres, où ont été découverts des diamants. Pour ce faire, elle fait le siège de leur réserve.

THE ECOLOGIST
Londres

A la fin du mois de septembre 2005, l'organisation First People of the Kalahari (FPK), qui regroupe les Ganas et les Gwis du Botswana, s'est vu décerner le Right Livelihood Award, plus connu sous le nom de "prix Nobel alternatif", pour la détermination de ceux-ci à "résister à l'expulsion de leurs terres ancestrales et à maintenir leur mode de vie traditionnel". Les autorités locales essaient en effet de les chasser de leurs terres situées dans la Réserve naturelle du Kalahari central depuis qu'on y a découvert des diamants, au cours des années 1980.

Malheureusement, aucun d'entre eux n'était présent lors de la remise du prix. Ils ne savaient d'ailleurs même pas qu'il leur avait été décerné, car les chefs de FPK, dont son porte-parole Roy Sesana, avaient été arrêtés cinq jours auparavant avec vingt-huit autres personnes alors qu'ils tentaient d'apporter à manger et à boire à leurs parents restés à l'intérieur de la réserve. Les forces de l'ordre avaient, à cette occasion, fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc.

Les intéressés ont été battus puis emprisonnés pendant plusieurs jours. Trois personnes ont même été blessées par balle. Au cours d'un autre incident, un manifestant a été blessé par balle alors qu'il avait le dos tourné et les mains en l'air. Enfin, lors d'un troisième incident, le 24 septembre, un homme a reçu une balle dans la mâchoire au moment où il tentait avec d'autres de pénétrer dans la réserve pour ravitailler les familles présentes dans son enceinte.

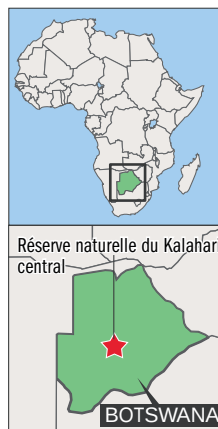
Le 6 octobre, un petit groupe de Bochimans venu de la réserve a fait son apparition, après trois jours de marche dans le désert. Ils avaient échappé à la police, qui avait encerclé leurs cases.

9♠



"Nous sommes sortis de la réserve pour dire au monde extérieur que nous souffrons vraiment de la faim et de la soif. La police a pris position dans notre camp et nous n'avons pas le droit de chercher quoi que ce soit à manger. Un policier nommé Dibulle nous a même dit : 'Le gouvernement se fiche que vous mouriez. Nous allons vous montrer que vous n'êtes rien.' La police a affirmé que, si nous souffrions de la faim et de la soif, nous quitterions la réserve", a expliqué Kangotla Kanyo, l'un des membres de ce groupe. Deux jours plus tard, des dizaines de Bochimans ont été expulsés de leurs terres ancestrales sous la menace de la police, qui a ensuite incendié leurs cases.

9♠ www.kalaharipeoples.org



CANADA

Les Inuits n'ont pas envie d'avoir chaud

9♣



SHEILA WATT-CLOUTIER Son peuple, qui vit dans l'Arctique depuis des milliers d'années, a constaté les premiers effets du réchauffement planétaire longtemps avant que la science ne le confirme. Ainsi, quand les premiers merles et les premières chouettes effraies

sont apparus dans les étendues glacées du Grand Nord, les Inuits ne connaissaient pas de mots pour les désigner. En tant que présidente de la Conférence circumpolaire inuit (ICC) – une alliance de 155 000 indigènes –, Sheila Watt-Cloutier joue le rôle d'émissaire au niveau international. A l'automne 2005, l'ICC a déposé une pétition auprès de la Conférence interaméricaine des droits de l'homme, accusant les Etats-Unis de violer les droits des Inuits après leur refus de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. "Sheila donne un visage humain au problème du réchauffement de la planète", se réjouit Donald Goldberg, du Centre pour le droit international de l'environnement. Elle vit à Iqaluit, une petite ville canadienne. Elle n'a qu'à regarder par la fenêtre de son salon pour voir les effets du réchauffement planétaire. La banquise fond, le permafrost [sous-sol gelé en permanence] diminue. "Ce qui arrive à la planète se manifeste d'abord ici. Nous jouons le rôle d'un système d'alerte pour le reste du monde", affirme-t-elle. Cette grand-mère de 51 ans a passé les dix premières années de sa vie à voyager dans un traîneau tiré par des chiens. Aujourd'hui, elle espère que sa pétition en faveur des droits de l'homme montrera au reste du monde que les Inuits ne sont pas de simples victimes passives, incapables de s'adapter au monde moderne. "Je ne pense pas que nous soyons condamnés à être éliminés par la mondialisation, assure-t-elle. Nous devons jouer le rôle de balise, faire comprendre au reste du monde ce qu'il se fait à lui-même."

Salon Magazine, San Francisco

9♣ www.inuitcircumpola.com

GUATEMALA

Cinq cents ans après Christophe Colomb

9♦



RIGOBERTA MENCHÚ TUM A 33 ans, elle est devenue la plus jeune lauréate du prix Nobel de la paix, qu'elle a reçu en 1992, année où l'on célébrait le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Membre de l'ethnie quiché (maya) du Guatemala, elle s'est fait le porte-parole des Indiens opprimés de son pays et s'est exilée au Mexique en 1981, après l'assassinat de son père, Vicente Menchú, un Indien qui militait pour la reconnaissance du droit à la terre, et celui de sa mère

et l'un de ses frères par les troupes gouvernementales et paramilitaires. Dans le livre qu'elle a écrit avec l'ethnologue Elisabeth Burgos, *Moi, Rigoberta Menchú* (éd. Gallimard, 1983), elle raconte les tortures infligées aux membres de sa famille. Le livre a connu un grand succès et a été publié en onze langues. Ses détracteurs prétendent cependant qu'il contient beaucoup de faits inventés. Depuis, elle est retournée au Guatemala, où elle a tenté en vain de faire juger l'ex-dictateur militaire Efraín Ríos Montt. Celui-ci est accusé de génocide contre le peuple maya du Guatemala. Il est responsable de la mort de près de 100 000 personnes.

9♦ www.frmt.org

ROYAUME-UNI

Tous les indigènes

9♥



STEPHEN CORRY Survival International, dont il est le directeur général, soutient les peuples indigènes de la planète au moyen de campagnes de sensibilisation. L'association a été fondée en 1969, en réaction aux massacres et à la spoliation de terres en Amazonie brésilienne. Elle dispose aujourd'hui de sympathisants dans 82 pays et organise des opérations de la Sibérie à Bornéo, en passant par le Canada et le Botswana (voir ci-dessus).

9♥ www.survival-international.org

▶ WWW. ◀

Téléchargez le jeu des 54 héros de la planète sur le site

courrierinternational.com

mines



■ Philippines, octobre 2005. Sacs de déchets d'une mine d'or entreposés près d'un tunnel qui vient de s'effondrer, faisant 11 morts.

MYANMAR

Face à Total, Unocal et la junte

6♠



KA HSAW WA Meurtres, travail forcé, torture, viols. Tels sont les moyens utilisés pour construire, en 1995, le gazoduc de Yadana, au Myanmar. Reste à savoir dans quelle mesure Total et la compagnie américaine Unocal, les principaux investisseurs dans le projet, étaient au courant, voire complices, des agissements de la junte birmane. Le groupe pétrolier français a signé un accord à l'amiable avec huit plaignants, tandis qu'Unocal a versé 30 mil-

lions de dollars (25,6 millions d'euros). Mais l'affaire n'est pas close. Aux Etats-Unis, le procès fit date parce que, pour la première fois, un juge a accepté d'examiner une plainte contre Unocal pour des atteintes aux droits de l'homme. Après avoir été arrêté et torturé, en 1988, pour ses activités en faveur de la démocratie, Ka Hsaw Wa, un membre de la minorité Karen, s'est exilé et a créé l'association Earthrights. Il est ensuite retourné clandestinement dans son pays afin de recueillir des témoignages et des informations sur les exactions du régime. Ces documents ont été essentiels dans l'affaire Yadana.

6♠ www.earthrights.org

6♠ www.sdn.org.gy/apa

GUYANA

Trois milliards de litres de cyanure

6♣



JEAN LA ROSE En 1995, la Guyana a connu un désastre écologique : trois milliards de litres d'effluents contaminés par du cyanure servant à purifier les minerais ont été déversés dans l'Essequibo, le plus grand fleuve du pays. En dépit de cette catastrophe, les mines – d'or, de cuivre ou de diamant – continuent à polluer le pays. Plus du tiers de la superficie nationale est exploité par une



quarantaine de compagnies minières étrangères, auxquelles s'ajoutent de nombreuses exploitations d'orpaillage individuelles. Jean La Rose, une Indienne Arawak, dirige l'Association des peuples amérindiens (APA), qui s'oppose à un projet minier sur les terres de quatre communautés riveraines du fleuve Mazaruni. En dépit des pressions policières, elle a déposé, en octobre 1998, la première plainte en Guyana revendiquant les droits des Indiens sur ces terres. Si la justice tranche en leur faveur, les Indiens pourront expulser les mineurs.

6♣ www.sdn.org.gy/apa

6♦



Roll/Ag-Sipa

■ **Alexis Massol-González (Porto Rico)**

Responsable de l'association CasaPueblo, il a participé à la campagne contre la base militaire américaine de Vieques – abandonnée en 2003 – et à la dépollution du site.

Il a également lutté contre l'ouverture d'une mine dans une région très riche en biodiversité. Son association dirige aujourd'hui plusieurs projets d'écotourisme et de commerce équitable. Elle commercialise sa marque de café, Madre Isla.

6♦ www.casapueblo.org

ROUMANIE

Meneuse d'hommes

6♥



Goldman Environmental Foundation

STÉPHANIE ROTH Dans le centre-ouest de la Roumanie, les monts Apuseni sont riches en or, en fer et en histoire. L'or de la région alimentait jadis l'Empire romain. C'est là que se trouve la ville de Rosia Montana, qui abrite les vestiges de la plus ancienne

implantation minière du pays. Mais ce passé est menacé par le présent. Il y a cinq ans, le gouvernement roumain a accordé à une société canadienne le droit de bâtir une gigantesque exploitation minière sur le site de l'antique cité. Ce projet devrait entraîner le relogement de 2 000 personnes, la destruction de 900 maisons et de 10 églises vieilles de plusieurs siècles. En outre, il pourrait mettre en péril la source d'eau la plus importante de la région. Les habitants de la zone et ceux du reste du pays ont résisté notamment grâce aux efforts de Stéphanie Danielle Roth, citoyenne française et helvétique. Cette ancienne journaliste spécialisée dans l'environnement les a aidés à préparer de grandes manifestations publiques et une organisation efficace rassemblant les adversaires de la mine. En 2002, la Banque mondiale a retiré son soutien au projet, et le Parlement européen a récemment exprimé ses inquiétudes quant à l'exploitation envisagée, qui "représenterait une grave menace écologique pour toute la région".

6♥ www.rosiamontana.org

Von Hernandez La bataille des incinérateurs

PHILIPPINES ■ Source de dioxine, l'incinération de déchets est désormais interdite sur le territoire philippin. Le militant écologiste y est pour beaucoup.

SANCTUARY ASIA
Bombay

Von Hernandez milite contre l'incinération des déchets et il a joué un rôle important dans le combat contre l'expansion des incinérateurs de produits toxiques dans son pays, les Philippines. Il a commencé à s'intéresser à la question de l'incinération quand il s'est engagé dans la lutte contre les produits toxiques au sein de Greenpeace. "A cette époque, mon action se concentrait exclusivement sur les déchets dangereux dont le monde industrialisé se débarrassait dans les pays en développement. Mais il ne m'a pas fallu longtemps pour m'apercevoir que ce n'étaient pas seulement les déchets dangereux qu'on déposait en Asie, mais aussi des appareils et des produits toxiques", raconte-t-il. L'agglomération de Manille génère chaque jour 6 000 tonnes d'ordures qui finissent pour la plupart à Quezon City, dans la banlieue de la capitale, où réside actuellement Von Hernandez. C'est là que se trouve Patayas, la plus grande décharge de la région. Celle-ci a fait la une des médias du monde entier en 2000, lorsqu'un violent orage avait provoqué l'effondrement de la montagne de débris, provoquant la mort d'au moins 300 personnes et détruisant plus de 500 maisons. Depuis qu'on fait passer l'incinération pour la solution idéale, Hernandez et ses collègues

expliquent aux communautés locales que les incinérateurs de déchets constituent la source principale de dioxine, un produit chimique des plus toxiques. L'incinération produit aussi des cendres contenant une forte concentration de métaux lourds – plomb, arsenic, cadmium – qui, une fois enfouis, polluent le sol pour des générations. Ces produits chimiques provoquent, chez les populations vivant près des usines d'incinération, malformations fœtales, cancers, maladies respiratoires et troubles de la procréation. Selon une récente étude, le lait des femmes travaillant et vivant à proximité de la décharge de Patayas contient un taux de dioxine plusieurs fois supérieur au seuil fixé par l'Organisation mondiale de la santé.

Hernandez a contribué à faire de l'incinération un enjeu électoral aux Philippines en 1998. Cette méthode de traitement des déchets a finalement été interdite par la loi sur la pureté de l'air de 1999, faisant des Philippines le premier pays du monde à l'interdire sur l'ensemble de son territoire. "Si nous avons remporté la bataille contre l'incinération aux Philippines, la guerre que nous menons est loin d'être terminée. Les partisans de l'incinération ne cessent de faire campagne pour l'annulation de l'interdiction. Les institutions internationales de crédit continuent d'agiter la carotte de prêts à taux favorables pour la construction d'incinérateurs modernes – qu'on essaie de faire passer pour des solutions durables de traitement des déchets, explique-t-il. L'espoir, c'est par exemple l'action d'un prêtre qui regroupe les femmes, les jeunes et les chômeurs au sein d'une coopérative de recyclage dans une communauté de Smokey Mountain. C'est un jardin collectif qui apparaît au milieu de la décharge. Ceux par qui ce genre de choses est possible sont les véritables héros de la guerre pour le développement durable." 7♠ www.no-burn.org

7♠



JAPON

Au nom des victimes du mercure

7♦



MICHIKO ISHIMURE "La mer de Shiranui est le ventre du Japon. Si on y introduisait un endoscope, il montrerait de quoi ce pays est malade", expliquait récemment Michiko Ishimure à l'*Asahi Shimbun*. Cette romancière s'est rendue célèbre pour ses ouvrages sur les victimes de la maladie de Minamata, du nom de la cité méridionale de l'archipel donnant sur la mer de Shiranui. Elle-même originaire de la région où cette maladie, due à une pollution au mercure, s'est répandue à la fin des années

1950, elle est devenue le porte-parole des dizaines de milliers de victimes à travers ses ouvrages, qui mêlent des récits et des témoignages, à l'instar de *La Mer douloureuse dans le paradis* (publié en 1968 mais inédit en France). Ce fléau, qui frappa un Japon en pleine expansion économique, a touché près de 13 000 personnes et en a tué 1 600. 7♦ www.nimdv.jp

CHINE

Il économise un milliard de barils

ZHAO HANG Si, conformément aux prévisions, la Chine devient dans les prochaines décennies une puissance industrielle dominante, sa croissance explosive pourrait réchauffer la planète dans des proportions catastrophiques. Le parc automobile de la Chine ne compte actuellement que 20 millions de véhicules – mais, au rythme actuel, ce nombre dépassera les 300 millions à l'horizon 2030. C'est la raison pour laquelle Zhao Hang, directeur du Centre national de recherches sur l'automobile et la technologie, se bat pour mettre en œuvre "la politique énergétique la plus ambitieuse qu'ait adoptée un pays ces trente dernières années". Travaillant avec des conseillers venus de Californie, du Michigan et du Japon, Zhao a mis au point des normes d'économies d'énergie pour la Chine qui sont de 20 % plus strictes que celles en vigueur aux Etats-Unis. Il les a ensuite présentées au gouvernement chinois, qui les a adoptées. Ces nouvelles normes, entrées en appli-

7♣



cation à l'été 2004, réduiront les émissions de gaz à effet de serre dans un pays qui abrite déjà seize des villes les plus polluées de la planète. Elles permettront aussi d'économiser plus de 1 milliard de barils de pétrole d'ici à 2030 et obligeront les constructeurs automobiles à se ressaisir. Selon les nouvelles réglementations, 90 % des monospaces construits aux Etats-Unis selon les normes actuelles ne pourront plus être commercialisés en Chine en 2008. La Chine a aussi appliqué une loi très importante, qui impose aux compagnies d'électricité de produire 10 % de leur énergie à partir de sources renouvelables d'ici à 2020. "La Chine a compris que le changement climatique était un très grand enjeu pour l'humanité, explique Zhao. Il est de notre intérêt que la croissance soit viable – comme il est de notre intérêt de moins contribuer au réchauffement de la planète." *Salon Magazine, San Francisco* 7♣ www.sierraclub.org/globalwarming/cleancars

INDE

Justice pour Bhopal

7♥



RASHIDA BEE Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, une explosion dans l'usine chimique Union Carbide de Bhopal libéra un nuage de gaz mortel sur les environs. Si le nombre exact de victimes est encore sujet à controverse, il est aujourd'hui avéré que plus de 7 000 personnes sont décédées immédiatement ou dans les jours qui ont suivi. Pour des milliers d'autres, la mort n'a été retardée que par une longue agonie. Selon certaines estimations, de dix à quinze personnes mourraient encore chaque mois, ce qui porterait le bilan à 20 000 morts et 200 000 personnes contaminées. Le drame de Bhopal constitue la plus grave catastrophe industrielle de l'Histoire. Quoiqu'un mandat d'arrêt international ait été lancé contre lui en 1992, Warren Anderson, PDG de la société Union Carbide (rachetée, en 2001, par le groupe américain Dow), n'a toujours pas été arrêté, et les familles des victimes n'ont reçu qu'une indemnisation ridicule. Rashida Bee est une survivante de cette tragédie, dans laquelle elle a perdu cinq membres de sa famille. Depuis, elle souffre de maux de tête, de problèmes respiratoires, de douleurs osseuses et d'insomnie. Depuis vingt ans, elle se bat notamment au sein de l'organisation Campagne internationale pour la justice à Bhopal. En avril 2004, elle a reçu avec Champi Devi Shukla le prix Goldman pour l'environnement. 7♥ www.bhopal.net

nucléaire

Kaïcha Atakhanova Des grenouilles et des hommes



KAZAKHSTAN ■ L'Union soviétique a procédé à cinquante essais nucléaires dans la région. Une biologiste mobilise et aide les habitants exposés aux radiations.

NEW SCIENTIST (extraits)
Londres

Vous souvenez-vous des essais nucléaires qui ont eu lieu dans votre jeunesse ?

Nous vivions à 400 kilomètres du polygone d'essais, qui se trouvait en pleine steppe. Mais je me souviens d'avoir vu dans mon enfance les lustres de la maison trembler et parfois même le sol bouger. Les essais étaient souterrains, car, depuis la signature du traité d'interdiction des essais nucléaires, en 1963, on n'effectuait plus d'essais atmosphériques. A l'époque, nous ne savions pas de quoi il s'agissait. Les gens parlaient de tremblements de terre.

Quel genre d'éducation avez-vous reçue ?

Mon père était mineur à Karaganda, une grande ville industrielle de l'est du Kazakhstan. Mais je me suis toujours sentie à l'aise dans la nature. J'allais souvent dans la steppe. Ces vastes étendues toutes plates me faisaient penser à l'océan, et je pouvais y voir le soleil et la lune en même temps. J'ai toujours aimé les animaux, c'est pourquoi j'ai voulu devenir biologiste. Une fois diplômée de l'université, j'ai effectué des recherches dans les domaines de l'environnement et de la biologie. Je m'intéressais à la génétique. Ma spécialité était les amphibiens, en particulier les grenouilles. Ce sont des sujets de recherche uniques car ils vivent à la fois sur la terre et dans l'eau. La grenouille est comme une éponge. Elle absorbe tout, et tout passe à travers elle.

Y compris les radiations ?

Oui, bien sûr. Quand la perestroïka est arrivée et que nous avons appris que des essais nucléaires avaient été réalisés dans la région, mes collègues et moi avons décidé de faire des recherches sur leurs effets. Nous voulions prouver que ces essais avaient été nocifs pour l'environnement et les habitants. Après le départ des militaires, nous avons entrepris de faire des analyses dans le polygone de tir, à proximité de Semipalatinsk. Nous avions un dosimètre, mais pas de vêtements de protection adéquats : seulement des survêtements, des gants, des bottes en caoutchouc, et aussi des masques et de quoi protéger nos cheveux. Une fois notre campement établi, nous avons entamé nos recherches.

Qu'avez-vous trouvé ?

La première fois, nous sommes restés sur place pendant deux mois. Ce fut un long cauchemar. En quarante ans, près de 500 essais nucléaires avaient été réalisés à l'air libre et sous terre. Leur puissance combinée représentait l'équivalent de 20 000 bombes d'Hiroshima. Nous avons découvert des tas de vieux engins militaires, avions et chars laissés à l'extérieur par les militaires pour voir quelles sortes de dégâts ils allaient subir. Nous avons stocké tous ces équipements dans d'immenses décharges. Nous avons également appris que les habitants du coin emportaient les

8♠



■ **Iouri Bandajevski**
Médecin, il a effectué des recherches sur les effets de la radioactivité et critiqué l'attitude de son gouvernement face à la catastrophe de Tchernobyl, ce qui lui a valu d'être condamné, en 2001, à huit ans de prison. A la suite d'une campagne internationale, il vient d'être libéré, mais ne peut plus quitter le territoire ni avoir des responsabilités dans un institut de recherche publique.
8♠ www.comite-bandajevsky.org

8♦



■ **Grigory Pasko**
Officier de marine et journaliste pour des publications militaires à Vladivostok, il a été emprisonné à plusieurs reprises entre 1997 et 2003, dans des conditions très dures, pour avoir dénoncé le déversement de déchets radioactifs par la marine russe en mer du Japon.
8♦ www.index.org.ru/mayday/pasko_a.html

8♣



matériaux radioactifs soit pour les mettre au rebut, soit pour les utiliser chez eux. Ils prenaient tout ce qu'ils pouvaient, car c'était du matériel de bonne qualité. Le polygone comportait d'énormes bunkers qui formaient une sorte de ville souterraine. Les habitants étaient au courant de leur existence. Les hommes d'affaires faisaient appel aux gens de la région pour fondre des métaux non ferreux comme le cuivre.

Quelles recherches avez-vous effectuées dans le polygone de tir ?

J'ai fait des recherches sur les animaux et leur habitat. Je voulais voir quel genre d'altérations cellulaires avaient produites les essais. Dans certains secteurs du polygone, le niveau de radioactivité dépassait 20 000 microröntgens par heure, soit 2 000 fois plus que la normale. Nous avons utilisé des animaux qui vivaient là depuis des générations et nous avons découvert que même une faible radioactivité pouvait engendrer des changements importants dans les cellules et les chromosomes. Les grenouilles étaient parfaitement adaptées pour ces tests, car elles absorbent les radiations et ont de gros chromosomes, ce qui permet de mieux voir les altérations. J'ai attrapé

des grenouilles sur le site, en particulier dans un lac radioactif. La plus forte explosion, en 1965, devait avoir lieu dans le lit asséché de la rivière Chagane. Pour éviter qu'un fleuve voisin, l'Irtych, ne soit contaminé par des poussières radioactives, un barrage a été construit sur la Chagane, et c'est ainsi que s'est formé le lac. Les militaires y ont lâché des carpes, qui sont devenues énormes. Nous avons effectué des tests sur ces poissons, ainsi que sur des lézards et des grenouilles.

Pourquoi abandonner vos recherches ?

Au bout d'un certain temps, j'ai pensé que nous avions accumulé suffisamment de données scientifiques prouvant les effets nocifs des essais, même avec de faibles doses de radiations. Les gens avaient l'impression de servir de cobayes. Pendant soixante-dix ans, ils avaient bénéficié de prestations de l'Etat en tant que citoyens de l'Union soviétique. Maintenant que le polygone était fermé et qu'il avait été prouvé que leur santé avait été altérée par les essais, ils s'attendaient à recevoir un traitement, mais personne ne leur venait en aide. C'est pourquoi j'ai décidé d'agir pour les aider à modifier leurs comportements.

Qu'avez-vous fait ?

N'ayant pas la possibilité de leur offrir des terrains non contaminés, en 1992, j'ai participé à la fondation d'Ecocenter, une petite association qui encourage les citoyens à défendre leurs droits environnementaux et à demander de l'aide. Nous avons organisé des séminaires pour les instruire sur la législation en vigueur et leur indiquer la démarche à suivre pour accéder à l'information, demander une indemnisation, lancer une action judiciaire et, plus généralement, défendre leurs intérêts. Mais, dans l'ensemble, les choses n'ont guère changé. En plus de l'irradiation, il y a un problème de pauvreté.

Pourquoi les gens ne quittent-ils pas la steppe ?

Parce qu'ils n'ont pas d'autre endroit où aller. Ils vivent là depuis longtemps. Et la radioactivité n'est pas élevée partout. C'est surtout autour du site d'explosion et du lac nucléaire que la situation est critique. Ailleurs, c'est moins grave.

Propos recueillis par Fred Pearce

8♣ www.earthisland.org/cse

AUSTRALIE

Une Aborigène contre Canberra

EILEEN KAMPAKUTA BROWN Entre 1953 et 1963, l'armée britannique a effectué douze essais nucléaires dans le désert du sud de l'Australie. A l'époque, le gouvernement avait assuré aux Aborigènes que ces tests étaient absolument sans danger. Aujourd'hui, comme le rappelle Michelle Nijhuis, du magazine *Grist*, beaucoup sont devenus aveugles ou souffrent de cancers induits par les radiations. Cinquante ans plus tard, le gouvernement australien a proposé la construction d'une décharge de déchets radioactifs. Cette décharge devait accueillir les déchets de deux réacteurs nucléaires de Sydney, voire de centrales nucléaires du monde entier. Pour lutter contre ce projet, Eileen Wanu Wingfield et Eileen Kampakuta

8♥



Brown, toutes deux septuagénaires, ainsi que cinq autres femmes aborigènes, ont créé au début des années 1990 à Coober Pedy, dans le sud du pays, un Conseil des vieilles femmes aborigènes. Elles suivaient en cela leur *tjukur*, qui peut être traduit à la fois par "rêve" ou par "loi", et qui raconte l'histoire de sept sœurs qui ont traversé le pays tout en le créant, rappellent Les Amis de la Terre. Leur groupe a écrit au gouvernement fédéral, parcouru des milliers de kilomètres pour dénoncer le projet et organisé une vaste campagne sur Internet (iratiwanti.org), gagnant ainsi le soutien de 87 % des personnes consultées et amenant en 2004 le gouvernement australien à renoncer à son projet.

8♥ www.iratiwanti.org

Aubrey Meyer Plus loin que Kyoto

ROYAUME-UNI ■ L'ancien musicien tente d'imposer sa vision d'un partage équitable du droit de polluer – le seul moyen d'assurer la survie de la planète.

NEW STATESMAN
Londres

L'une des rares certitudes, lorsqu'on travaille sur le changement climatique, c'est qu'un jour ou l'autre on recevra un appel d'Aubrey Meyer. Il téléphone sans prévenir, souvent au mauvais moment, et la conversation peut s'éterniser. Meyer n'a pourtant pas commencé sa carrière dans la science ni dans le militantisme. Né à Bradford en 1947, il a passé son enfance en Afrique du Sud après le divorce de ses parents. Revenu en Grande-Bretagne, il est devenu altiste, jouant régulièrement avec le London Philharmonic Orchestra dans les années 1980, tout en poursuivant une carrière de compositeur reconnu. Mais, un soir, sa fille de 4 ans lui posa une question qui a changé sa vie : "Papa, c'est vrai que la

9♠



planète est en train de mourir ?" Incapable de lui donner une réponse satisfaisante, Meyer vendit son alto, rejoignit le Parti vert et milita activement pour la sauvegarde de la forêt pluviale avant de porter son attention sur le climat.

Au milieu des années 1990, Meyer était devenu un habitué des négociations de l'ONU sur le climat. Mais, contrairement à presque tous les écologistes de l'époque, il n'était pas

dans le camp des partisans du futur protocole de Kyoto. Ce document, signé en 1997, appelait les nations industrialisées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5 % d'ici à 2012. Aucun objectif n'était exigé des pays en développement, compte tenu de la faiblesse de leurs émissions, ce qui fut la principale raison invoquée par George W. Bush pour justifier le retrait des Etats-Unis en 2001. Meyer comprenait la position américaine. Le protocole de Kyoto, selon lui, présentait l'inconvénient de n'offrir qu'une approche au coup par coup et de ne rien prévoir au-delà de 2012. Il savait que, si l'humanité voulait survivre au changement climatique, il fallait un accord international d'un genre bien différent. Car le réchauffement de la planète menace l'humanité dans son ensemble et exige une réaction au niveau de l'espèce. La proposition de Meyer – "contraction et convergence" (C & C) – part du principe que tous les pays doivent fixer ensemble une limite aux émissions globales de gaz à effet de serre. Une fois qu'un accord est atteint – c'est ce qu'il nomme "contraction" –, il faut décider comment répartir les émissions autorisées. Meyer propose de procéder sur la base de l'équité. Après une période de transition, tous les pays se verraient donc accorder un volume d'émissions calculé en fonction de leur population ("convergence").

DE VASTES FLUX FINANCIERS DES PAYS RICHES VERS LES PAYS PAUVRES

En pratique, le plafond des émissions et la date de convergence seraient négociables. Les gouvernements pourraient, par exemple, convenir de limiter la concentration de dioxyde de carbone à 450 parties par million – suffisamment, espère-t-on, pour maintenir le réchauffement de la planète à un niveau inférieur à 2 °C – avec une convergence d'ici à 2030. Cela donnerait à un pays sous-développé comme le Bangladesh un large volume d'émissions non utilisées, qu'il pourrait ensuite vendre contre des devises sur le marché mondial. Des pays comme l'Australie devraient, eux, acheter des crédits d'émissions pour pouvoir maintenir leur consommation disproportionnée de combustibles fossiles. Résultat, de vastes flux financiers provenant des pays riches se dirigeraient vers les pays pauvres, ce qui leur apporterait les ressources nécessaires pour participer à la révolution de l'énergie propre.

Le protocole de Kyoto, pour sa part, néglige la question de l'équité en excluant les pays pauvres des objectifs de réduction des émissions. Tout être humain a le droit d'émettre des gaz à effet de serre, car c'est un élément du droit individuel d'utiliser l'atmosphère. Meyer sait bien où peut mener le refus de l'égalité, depuis sa jeunesse dans l'Afrique du Sud de l'apartheid.

De l'Union africaine au Parlement européen, on se bat pour la C & C et ce n'est peut-être qu'une question de temps avant que ce plan B ne devienne le principe directeur dans les négociations des Nations unies sur le climat. Car il est difficile d'imaginer un accord final en l'absence des principes de base de la C & C : équité et survie. Tel est le slogan du Global Commons Institute, l'organisation de Meyer. Si on applique l'équité, les générations futures devront sans doute leur survie à Aubrey Meyer.

Mark Lynas

ÉTATS-UNIS

Il tente un procès à la Maison-Blanche

9♥



John Marshall Manel/AP-Sipa

JOHN ADAMS Si la planète a son avocat, il s'appelle John Adams. En 2003, quand le gouvernement Bush n'est pas parvenu à réduire la pollution automobile, comme l'exigeait le

Clean Air Act [loi sur la pollution de l'air], Adams a lancé son équipe de juristes du Conseil américain de défense des ressources naturelles pour intenter un procès à la Maison-Blanche. Il a également poursuivi les cinq plus grandes compagnies d'électricité du pays, les accusant de contribuer au réchauffement de la planète. Et il va bientôt aller en justice pour attaquer les constructeurs automobiles qui menacent d'empêcher l'adoption, en Californie, d'une nouvelle loi sur les voitures propres.

Ainsi, l'organisation de John Adams totalise plus de 200 procès en cours contre des pollueurs. "Le Conseil est devenu LA référence", commente Eric Schaeffer, ancien responsable de l'application de la loi à l'Agence pour la protection de l'en-

vironnement (EPA). "Leurs avocats n'ont rien à envier aux esprits les plus aiguisés de l'EPA et, à l'heure actuelle, ils défendent la santé publique bien mieux que ne peut le faire l'administration Bush." Cet homme de 72 ans, très comme il faut, donne l'impression d'être doux et imperturbable. Mais il peut être redoutable devant un tribunal, car il possède toujours une grande maîtrise des faits. Cofondateur du Conseil, en 1970, il n'a pas tardé à le faire connaître en participant à la rédaction du Clean Air Act et du Clean Water Act. Aujourd'hui, le Conseil est fort de plus de 1 million de membres. Il dispose d'un budget annuel de 60 millions de dollars, et sa division climat est plus puissante que celle de n'importe quelle autre association de défense de l'environnement. Depuis trente-cinq ans qu'il est responsable de la tactique juridique de son organisation, Adams assure qu'il n'a jamais connu un adversaire plus déterminé que l'équipe Bush. "Ils sont d'une mauvaise foi ahurissante. Voilà un gouvernement qui a envahi l'Irak sur la base de preuves vagues, voire fausses, et cela ne l'empêche pas de juger peu convain-

cantes les preuves accablantes sur le changement climatique, malgré un consensus scientifique absolument sans précédent", explique-t-il.

Adams n'a pas peur de s'attirer les foudres de ses alliés. Le Conseil a ainsi été très critiqué par ses amis écologistes pour avoir pris le parti du gouvernement Bush et des producteurs de carburants fossiles sur les avantages du "charbon propre", une nouvelle technologie qui filtre les polluants à effet de serre afin qu'ils puissent être "séquestrés" sous terre. "Le seul moyen de résoudre le problème du climat, c'est de s'allier avec les industriels", leur répond Adams. Le charbon représente plus de la moitié de la production d'électricité américaine, et Adams estime que le passage intégral aux énergies renouvelables prendrait trop de temps pour qu'on puisse protéger le climat. "Les faits sont là, fait-il valoir, les Etats-Unis doivent commencer à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre avant même qu'on puisse abandonner progressivement les carburants fossiles."

Salon Magazine, San Francisco

9♥ www.mdc.org

9♠ www.gci.org.uk



■ Une serre expérimentale en Alaska pour étudier les effets du réchauffement sur la végétation.

Peter Essick/Aurora/Getty Images

Raúl Estrada Oyuela Cuisine et CO₂

ARGENTINE ■ Le diplomate a permis in extremis l'adoption du protocole de Kyoto.

SALON MAGAZINE
San Francisco

En 1997, le diplomate argentin Raúl Estrada Oyuela a présidé pendant deux semaines une conférence sur le changement climatique à Kyoto, au Japon. Des milliers de délégués venus du monde entier s'étaient réunis à cette occasion pour élaborer le premier traité international sur ce thème. La dernière nuit, après trois jours de négociations non-stop, les délégués étaient parvenus à un accord. Mais, au dernier moment, les représentants américains avaient refusé de signer, exigeant que le traité contienne une clause permettant aux pays de s'échanger des "crédits d'émissions", ce qui revenait à commercialiser le droit de polluer. Épuisés, les délégués étaient à bout de nerfs. Puis Estrada, homme d'Etat corpulent et distingué, amateur de bonne chère, est intervenu et a apaisé les tensions, en évoquant avec enthousiasme la cuisine que lui préparait sa femme. A la dernière minute, le protocole de Kyoto était adopté. "Estrada est un maître de la diplomatie. Sans lui, le protocole de Kyoto n'aurait pas vu le jour", estime David Sandalow, adjoint au secrétaire d'Etat sous Clinton, qui a aidé à négocier l'accord. "Rien n'aurait été possible sans son autorité, son excellent jugement et sa bonne humeur."

Huit ans plus tard, cet accord est devenu un élément fondamental du droit international. En février 2005, 131 pays – parmi lesquels le Canada, le Japon et tous les membres de l'Union européenne – ont commencé à mettre en application le traité, en vertu duquel les Etats signataires s'engagent à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2012. Mais, aux Etats-Unis, le gouvernement Bush a refusé de l'appliquer, estimant qu'il mettrait l'économie américaine à genoux. En réalité, comme le souligne Estrada, Kyoto s'avère avantageux sur le plan

9♣



économique : l'Allemagne, par exemple, a créé 450 000 emplois, alors même qu'elle a réduit de près de 20 % ses émissions de CO₂. "Nous nous attendions à ce que les Etats-Unis jouent le jeu, car le traité relève du bon sens économique à long terme", affirme Estrada. D'autant plus que les entreprises américaines ne peuvent pas échapper au traité. N'importe quelle société implantée dans un pays respectueux du protocole de Kyoto doit se conformer aux limitations d'émissions prévues par l'accord.

Père de huit enfants et grand-père de douze petits-enfants, Estrada a débuté sa carrière dans le journalisme avant d'obtenir son diplôme de droit et d'occuper des postes dans des ambassades – aux Etats-Unis, en Chine et ailleurs. Son expérience internationale l'incite à penser que les Etats-Unis finiront par se plier au protocole de Kyoto. "Je suis convaincu que la coopération internationale est le seul moyen de résoudre ce problème mondial, soutient-il. Et j'ai la certitude que les responsables américains finiront par comprendre qu'il y va de l'intérêt commun."

9♣ www.unfccc.int

■ **Contestation**
"Le réchauffement climatique est une urgence partout sauf à la Maison-Blanche. Pendant que l'administration Bush finasse, le reste du monde s'inquiète", explique le webzine Salon Magazine en ouverture d'un dossier sur les héros et guerriers du climat dont nous publions quelques extraits. Comme le note avec une pointe d'humour l'ancien vice-président Al Gore dans un texte qui accompagne ce dossier, "aux Etats-Unis, il y a tout ce qu'il faut pour faire face à ce problème urgent. Ce qui manque, c'est une volonté politique. Et, dans notre démocratie, la volonté politique est une ressource renouvelable."

JAPON

Un patron anticonformiste

9♦



Fairfaxphoto

HIROSHI OKUDA Le président de Toyota avait prévu longtemps avant tout le monde la nécessité de passer à la voiture hybride. Dès les années 1990, alors même que les prix du pétrole étaient à leur plus bas niveau et que le marché américain des monospaces explo-

sait, Okuda donnait son feu vert à des motorisations qui annonçaient une ère nouvelle, celle des voitures économes en carburant et respectueuses de l'environnement.

Aujourd'hui, on compte plus de 350 000 Prius, le modèle hybride de Toyota, en circulation dans le monde, et d'autres constructeurs automobiles tentent de rattraper leur retard sur le constructeur japonais, qui a déjà déposé 350 brevets sur cette technologie. "Dans ce secteur, Okuda est le Bill Gates de l'automobile", assure Ashok Gupta, directeur du programme air et énergie au sein du Conseil américain de défense des ressources naturelles.

Ceinture noire de judo, 1,83 m, Okuda aime transgresser les règles. Pour encourager l'innovation, il promeut de jeunes salariés à des postes de direction. Il n'a pas hésité à déclarer que les constructeurs automobiles américains étaient "idiots". Et, en juin 2005, pour aider le Japon à tenir ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre, il a déambulé sur un podium en costume léger, sans cravate et la chemise déboutonnée jusqu'au milieu de la poitrine. Un look à peu près aussi scandaleux que si l'empereur se montrait nu : la stricte élégance vestimentaire est aux cadres dirigeants japonais ce que les grosses bottes sont aux pétroliers américains. Mais Okuda, 72 ans, champion de la lutte contre le réchauffement de la planète, défendait ainsi le mouvement du *cool business*, qui commence à naître au Japon et qui incite les entreprises à adopter les costumes légers pour éviter l'utilisation excessive de l'air conditionné dans les immeubles de bureaux. Malgré tout son histrionisme, Okuda est on ne peut plus sérieux quand il s'agit de lutter contre le réchauffement de la planète. "C'est simple, les individus et les Etats ne vont plus tolérer que les voitures endommagent leur cadre de vie ou les écosystèmes de la Terre", explique Okuda, qui travaille chez Toyota depuis 1950. La Prius, ajoute-t-il, "incarne ce nouvel esprit", dans la mesure où elle contribue à "développer la dimension morale de l'entreprise". Grand lecteur devant l'éternel, Okuda a choisi le nom Prius car il signifie "qui va devant" en latin. Cette voiture se voulait "un précurseur du 21^e siècle, une époque où les technologies automobiles vont considérablement se diversifier". Cette diversification est en marche. A partir du système utilisé dans la Prius, Toyota a déjà mis au point un prototype, la FCHV, qui utilise des piles à combustible alimentées à l'hydrogène.

Salon Magazine, San Francisco

9♦ www.toyota.com/prius

PHILIPPINES

Altermondialiste

10♠



DR

NICANOR PERLAS Il a dû quitter les Philippines en 1978, après avoir organisé un mouvement contre la construction d'une centrale nucléaire. Après la chute du dictateur Marcos, il est retourné dans son pays pour fonder le Centre pour des initiatives de développement alternatives (CADI). Il a ensuite mis sur pied la coalition pour une agriculture durable et est parvenu à faire interdire l'utilisation de 32 des plus dangereux pesticides. Il a aussi participé à Lifebank, une initiative de microcrédit. Actuellement, il s'intéresse aux mouvements sociaux et participe à la critique de la mondialisation. 10♠ www.cadi.ph

ITALIE

Sensuel

10♥



The Times of India/AFP

CARLO PETRINI C'est en 1986 qu'il a créé, avec un groupe d'amis, le mouvement Slow Food, en réaction à l'ouverture d'un McDonald's à Rome. Il milite pour la "biodiversité" et l'"écosingularité", mais invite aussi ses adhérents à se préparer à "de bonnes doses de plaisir sensuel garanti, et de lente et durable délectation", comme l'explique son manifeste. Son mouvement incite les gens à adopter des aliments en voie de disparition, tout comme les écologistes le font pour les espèces animales menacées, à cette différence près que la sauvegarde passe ici d'abord par une consommation vigoureuse que par une protection rigoureuse. 10♥ www.slowfood.com

FRANCE

Provocateur

10♦



DR

SERGE LATOUCHE Pour cet économiste, le "développement durable" est un oxymore – une contradiction dans les termes. En effet, le développement économique entraîne un accroissement incessant de la pression sur l'environnement, ce qui ne pourra se résoudre qu'au travers de catastrophes. Il prône donc la décroissance. 10♦ www.decroissance.org

ÉTATS-UNIS

Citoyen

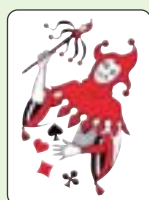
10♣



Mel Evans/AP-Sipa

RALPH NADER Candidat aux trois dernières élections présidentielles américaines, il s'est avant tout fait connaître en tant qu'avocat des consommateurs. Son premier fait d'armes fut un procès retentissant contre General Motors. Il a fondé, en 1971, l'association Public Citizen, qui regroupe aujourd'hui près de 150 000 personnes. 10♣ www.citizen.org

Arundhati Roy Savoir garder les pieds sur terre



INDE ■ Auteur à succès, elle milite pour la défense des populations les plus défavorisées et condamne la politique indienne des grands barrages. Mais elle refuse de devenir une icône.

TEHELKA (extraits)
New Delhi

Militer sans cesse, n'est-ce pas risquer de devenir dogmatique, moralisateur, de perdre le sens de l'humour, l'envie de chanter, la joie de vivre ?

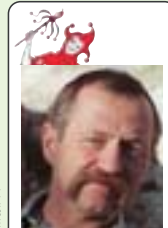
ARUNDHATI ROY Vous avez entièrement raison. L'indignation vertueuse est le fléau des militants et des penseurs publics, surtout en Inde. Elle va de pair avec l'accroissement d'un certain type de pouvoir. Certains militants exercent un pouvoir injustifié sur les membres de leur "cellule" ; ils sont adulés, remerciés pour ce qu'ils font, et cela peut leur monter à la tête. Ils se mettent à se comporter comme des politiciens ordinaires. Moi, par exemple, je risque de finir par croire que je suis plus importante que je ne le suis parce que les gens me demandent d'intervenir dans quantité de problèmes graves. Et le fait de s'engager n'est pas sans effets secondaires. On se prend à penser qu'on peut faire quelque chose. Mais est-ce vraiment le cas ? C'est une question difficile. Au bout du compte, la célébrité s'apparente à une forme ignoble de capitalisme. On peut l'accumuler, la conserver et en vivre. Mais elle peut aussi vous étouffer, empêcher le sang d'arriver au cerveau, vous isoler ou vous faire perdre le sens des réalités. Elle vous pousse vers le haut et vous rend incapable d'écouter. Je pense qu'il est important de se retirer de temps en temps, de prendre de la distance, parce qu'on peut vraiment se retrouver happé dans l'engrenage des faits et des détails, et en arriver à ne plus savoir penser de façon conceptuelle, ce qui est une sorte de prison. En ce qui me concerne, je suis prête pour une évasion.

Vous voulez dire que l'anticonformisme peut devenir un piège conformiste ?

Le danger, en particulier pour un auteur de fiction, est de finir par faire ce que l'on attend de vous. Si cela m'arrivait, je finirais par me faire mourir d'ennui. Les contestataires indiens peuvent se montrer très conservateurs socialement et vous soumettre à d'énormes pressions pour vous transformer en quelqu'un qui n'est pas forcément celui que vous voulez être. C'est une sorte de transposition, souvent inexacte, de ce que la classe moyenne pense que "le peuple" ou "les masses" veulent et attendent.

J'aime beaucoup Jean-Paul Sartre. Il disait que l'argent doit circuler sans arrêt et il le dépensait sans raison, en taxis, en alcool. L'argent devrait être léger comme l'air.

J'ai essayé de prendre l'argent à la légère. Vraiment, j'ai essayé de le distribuer, mais même cela peut se révéler très difficile à accomplir.

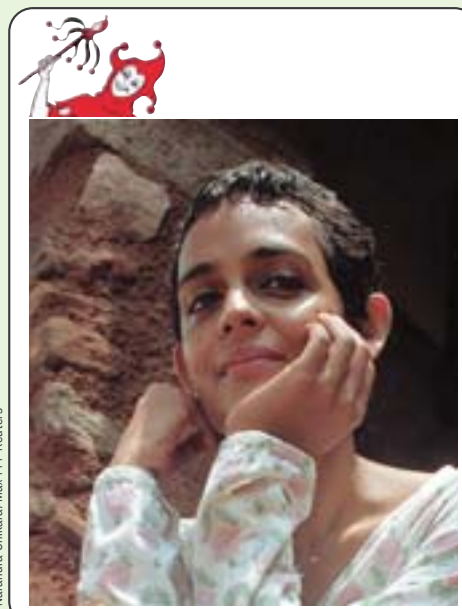


MaxPPP

■ **José Bové (France)**

Il a déjà passé quarante-trois jours en prison pour le démontage d'un restaurant McDonald's. Et la cour d'appel de Toulouse vient de le condamner à quatre mois ferme pour le fauchage d'un champ de maïs transgénique. Cela ne l'empêchera pas d'être sans doute candidat à l'élection présidentielle en 2007, peut-être avec le soutien d'une partie des Verts.

www.confederationpaysanne.fr



Narandra Chikara/Max PPP-Reuters

L'argent est comme les déchets nucléaires : ce que vous en faites, l'endroit où vous le jetez, les problèmes qu'il engendre, ce qu'il change... toutes ces choses sont effroyablement compliquées. Et tout cela peut vous exploser un jour à la figure. J'aurais été plus heureuse avec moins. Moins d'argent, moins de célébrité, moins de stress, plus d'insouciance. Je déteste cette part de responsabilité que l'on me force parfois à endosser. J'ai passé les premières années de ma vie à prendre des décisions qui me permettaient de fuir les responsabilités, et maintenant...

Donner de l'argent est dangereux, compliqué et, à certains égards, contraire à mes convictions politiques. Je ne souscris pas à la politique des bonnes intentions, mais que dois-je faire ? Dormir dessus et en amasser encore plus ? Je fais beaucoup de choses qui me déplaisent, mais je ne vois pas de meilleure solution, je me débrouille comme je peux. C'est un problème particulier que celui de la surabondance, et le simple fait d'en parler dans un pays où règne tant de pauvreté et de souffrance est embarrassant, mais il existe pourtant bel et bien.

D'un côté, vous montrez une certaine constance dans vos positions et, de l'autre, vous dites lutter contre certains aspects obscurs de vous-même. Pourquoi ?

Je crois que nous prenons tous le mauvais chemin dans cette vie. Les gens, les idéologues qui croient en une sorte de rédemption, une société parfaite et achevée, me font peur. Hitler et Staline croyaient qu'avec un peu d'ingénierie sociale, en massacrant quelques millions de personnes, ils pourraient créer un nouveau monde, un monde parfait. L'idée de perfection a souvent précédé un génocide. Le philosophe britannique John Gray a beaucoup écrit sur le sujet. A l'opposé, on a l'acceptation placide du karma, qui convient évidemment très bien aux classes et aux castes privilégiées. Certains d'entre nous se situent quelque part entre ces deux conceptions, aussi rebutantes l'une que l'autre, essayant d'apercevoir au moins de temps en temps quelques filets de lumière.

Propos recueillis par Amit Sengupta
www.sawnet.org

Edward Goldsmith Un pur cinglé, mais très lucide

ROYAUME-UNI ■ Fondateur de l'importante revue *The Ecologist*, il a également participé à la création de Survival International, qui défend les peuples indigènes. Mais qui se cache réellement derrière le personnage ?

SANCTUARY (extraits)
Bombay

Pourquoi tant de colère ?

EDWARD GOLDSMITH L'homme moderne est en train de détruire la planète à un rythme qui ne cesse de s'accroître. La vraie question, c'est plutôt : pourquoi n'y a-t-il pas davantage de gens en colère ?

Vous aimez donc vous poser en prophète de malheur ?

Loin de là, même si d'aucuns pensent le contraire. J'essaie plutôt de nous éviter une catastrophe. Dans le numéro spécial intitulé "Plan de survie" de *The Ecologist*, publié en janvier 1972, qui s'est vendu à un demi-million d'exemplaires et a été traduit en dix-sept langues, nous écrivons : "Le principal défaut de ce mode de vie industriel, avec sa logique d'expansion, c'est qu'il n'est pas viable." Nous affirmons également qu'une personne née à cette époque assisterait au cours de son existence à la fin de cette industrialisation à outrance, à moins qu'une minorité de puissants n'impose ce mode de vie au reste de la planète. Plus de trente ans plus tard, je maintiens ces propos, mais je dois reconnaître que le système industriel moderne a fait preuve d'une plus grande capacité d'adaptation que je ne l'aurais pensé. La nature a aussi réussi à absorber l'impact de plus en plus destructeur de l'industrie. Mais plus cette société industrielle perdure et entraîne dans son sillage mortel un plus grand nombre de pays en voie de développement, plus nous nous éloignons d'un monde sain, stable et "viable". Et quand le crash, qui est inévitable, se produira, il sera d'autant plus traumatisant.

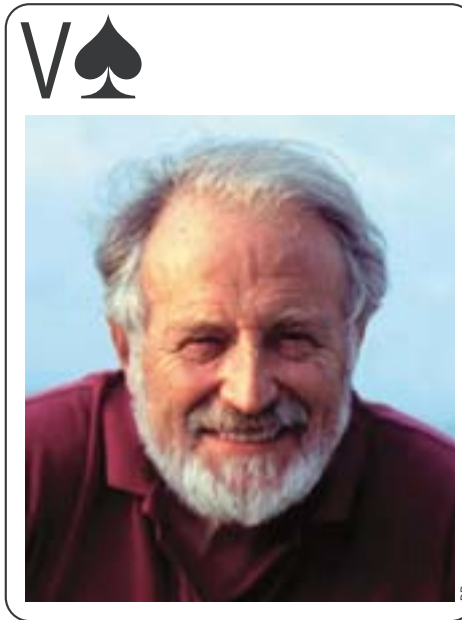
En 1990, vous écriviez qu'il nous restait "5 000 jours pour sauver la planète". Ce délai a expiré en novembre 2004. Vous avez joué les Cassandra ?

Non. Il faut se souvenir que ces 5 000 jours étaient avant tout une date butoir pour faire changer les mentalités, ils marquaient le début d'un combat pour sauver la planète. Mais, pour cela, il faut, à l'échelle planétaire, mettre fin à ce cauchemar urbain, poser les bases pour un retour à la vie en communauté et mettre en place des infrastructures radicalement différentes pour vivre en communauté. Il faut repartir de zéro pour éduquer des citoyens qui respectent la planète et travaillent en harmonie – et non en conflit – avec elle. Nous avons également besoin de nous émanciper des combustibles fossiles et des méga-



■ **Dai Qing (Chine)**
Fille de héros communiste, adoptée par le ministre de la Défense de Mao Tsé-Toung, journaliste du *Xin Guan* ["Le Nouvel Observateur"], rien ne la disposait à devenir une opposante. Elle s'est pourtant attaquée au barrage des Trois-Gorges, qu'elle a qualifié de "fléau pour le peuple et l'environnement de la Chine" et qui a entraîné la disparition sous les eaux de 13 villes et de 116 villages, ainsi que le déplacement de plus de 700 000 personnes. En 1989, elle a publié *Yangtsé ! Yangtsé !* Dans ce livre, elle donne la parole à 40 scientifiques chinois opposés au barrage. Cela lui a valu dix mois de prison. Après sa libération, en mai 1990, elle est partie pour l'étranger où elle a reçu d'innombrables récompenses. Elle a cependant rejeté les offres d'asile politique pour retourner à Pékin, afin de continuer à s'y exprimer.

▼ www.threegorgesprobe.org



watts afin de privilégier ce qu'Amory Lovins appelle les "négawatts" [www.negawatt.org]. Il faut adopter des régimes énergétiques plus efficaces et des combustibles alternatifs qui permettent un développement durable, au lieu de ces centrales électriques qui nous empoisonnent, de ces gisements qui détruisent les écosystèmes et de ces déchets nucléaires qui tuent nos enfants. Ces priorités ne sont pas négociables. Elles sont vitales. Mais il faudra cinquante ans, et non 5 000 jours, pour les réaliser.

Les économistes constituent-ils un obstacle insurmontable ?

Je dirais plutôt : vont-ils finir par détruire la planète ? Oui, si on les laisse faire. Les économistes n'accordent aucune valeur à nos forêts, nos sols, nos marais, nos fleuves, nos mers ou nos barrières de corail. Ce n'est qu'une fois que l'industrialisation les a détruits et qu'ils sont devenus rares qu'ils leur attribuent une valeur économique.

Les gens vous aiment ou vous détestent. Mais qui est vraiment Edward Goldsmith ?

J'ai été qualifié de "bolchevik" par le magazine français *Actuel*, de "cinglé cryptocommuniste" à la télévision américaine, d'"anarchiste" à plusieurs reprises, de "contre-révolutionnaire primaire", d'"insatiable tribaliste pseudo-écologiste", de "sociobiologiste adorateur de Gaïa" par l'écologiste allemand Wolfgang Sachs, de "fou" par le biologiste anglais Lewis Wolpert et même d'"Antéchrist" par le cardinal Biffi. Qui suis-je ? Certainement pas la même personne qu'il y a trente ans. Comme la plupart d'entre nous, je me suis adapté, au fil des ans, à ce monde en pleine mutation. Mais ma thèse reste la même : la société industrielle dans laquelle nous vivons et que nous considérons comme normale, souhaitable et viable est en fait aberrante, destructrice et condamnée à court terme. Plutôt qu'accroître notre dépendance, il conviendrait au contraire de la réduire et de tenter systématiquement de s'en libérer.

▼ www.theecologist.org

POLOGNE

Amoureux de vie sauvage



DR

ADAM WAJRAK "J'ai toujours été fasciné par les animaux", avoue le journaliste au quotidien *Gazeta Wyborcza*, où il travaille depuis 1991. Celui qui rêvait de devenir un scientifique, biologiste ou zoologue, tente de sensibiliser les Polonais aux sujets écologiques.

Avec un succès certain, puisqu'il est devenu l'une des plumes les plus connues du pays. Personne d'autre ne parle d'animaux et de vie sauvage avec autant d'amour et de respect. Adam Wajrak défend plusieurs causes. Il se bat pour la protection de la forêt de Białowieża, dans l'est de la Pologne, qui est le dernier fragment de la forêt primaire en Europe. C'est lui qui a donné l'alerte quand les gardes-frontières ont coupé les chênes séculaires pour dégager la vue et faciliter la surveillance de la frontière avec la Biélorussie. Aujourd'hui, il se dit prêt à s'enchaîner à un arbre pour empêcher l'extension de la Via Baltica, l'autoroute qui va relier les Etats baltes au reste de l'Europe et dont le passage par la Pologne est prévu au milieu de réserves naturelles peuplées de lynx. Il proteste aussi contre la régulation du cours de la Vistule, qu'il décrit comme "le dernier grand fleuve sauvage d'Europe", et les projets d'y construire plusieurs barrages. Dans un pays où tout, ou presque, est à moderniser, il a réussi à ouvrir les yeux à ses compatriotes. La vie sauvage d'antan disparaît à grands pas et, s'ils ne réagissent pas, elle ne sera qu'un souvenir dans peu de temps.

Time, New York

▼ www.gajonet.pl

ÉTATS-UNIS

Journaliste engagée



Cattuffe/Sipa

Laurie David Personne n'a fait plus qu'elle pour que le réchauffement planétaire passe de la rubrique sciences à la une des journaux. Membre du Conseil de défense des ressources naturelles, elle a conçu une émission comique sur le changement climatique, avec notamment la participation de célébrités telles que Tom Hanks, Steve Martin et Robin Williams. Elle a organisé une "marche virtuelle" sur Washington, rassemblant la star de CBS Walter Cronkite, le sénateur John McCain, Leonardo DiCaprio et 140 000 Américains qui réclamaient une action immédiate sur la question. Et elle produit actuellement pour la chaîne HBO un film sur le réchauffement planétaire intitulé *Un dossier pas encore assez chaud*, qui, annonce-t-elle, sera "le documentaire le moins boiteux qu'on ait jamais vu sur le sujet".

"Elle peut avoir n'importe quel patron de studio au téléphone en quelques minutes, et pratiquement toutes les stars de Hollywood", explique Robert F. Kennedy Jr, qui est lui-même très impliqué dans la défense de l'environnement. "Elle a ouvert de nouvelles allées du pouvoir au mouvement écologiste."

(D'après *Salon Magazine*, San Francisco)

▼ www.lauriedavid.com

Robert Watson L'empêcheur de polluer en rond

ÉTATS-UNIS ■ Expert en climatologie, il a été viré par George W. Bush parce que "trop efficace".

Il n'est pas facile d'amener la communauté scientifique internationale à s'entendre sur un sujet. Les météorologues n'ont pas la même vision du monde que les géologues, et les pays en développement n'ont pas les mêmes priorités que les pays industrialisés. Et pourtant, Robert Watson, un Américain né en Angleterre, a réussi à faire travailler ensemble les scientifiques de la planète. Dans les années 1980, il a convaincu des chercheurs d'unir leurs efforts pour étudier la détérioration de la couche d'ozone. Puis, en tant que président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC ou IPCC), il a appliqué les mêmes talents à l'étude du réchauffement de la planète. En 2001, le panel a publié une étude financée par 120 pays, la première du genre. La conclusion en était simple mais accablante : l'homme a déjà produit un réchauffement important de la planète, et la situation ne peut que s'aggraver. Il ressortait de cette étude que la température de la Terre devrait augmenter d'au moins 10 degrés d'ici à 2100 et que le niveau des océans devrait s'élever de 89 centimètres.

Pour toute réponse, le gouvernement Bush a tué le messenger. Après la publication de l'étude, le groupe pétrolier ExxonMobil a envoyé à la Maison-Blanche une note l'invitant à se retirer du panel des Nations unies. Quelques mois plus

D♣



Eugene Hoshiko/AP

WWW.

Téléchargez
le jeu
des 54 héros
de la planète
sur le site
courrierinternational.com

tard, Watson a été remplacé sans ménagement par un représentant un peu moins bruyant. "L'administration Bush l'a viré parce qu'il était trop efficace. Que Robert ne puisse plus jouer son rôle est une vraie perte pour l'humanité", constate avec amertume le Pr Michael Oppenheimer, spécialiste des sciences de la terre à l'université Princeton. Son éviction n'a cependant pas réduit Watson au silence. Aujourd'hui, chercheur en chef auprès de la Banque mondiale, il travaille avec les pays en développement pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et sensibiliser les responsables aux risques d'inondations et d'épidémies qu'entraîne le réchauffement. Et, bien qu'il soit dans le collimateur de l'administration Bush, il fait valoir que les démocrates du Congrès ont eux aussi refusé d'imposer des objectifs de réduction des gaz à effet de serre. "D'ailleurs, si demain le président Bush décidait d'imposer une limitation, serait-il suivi par le Congrès ? La réponse est non", estime-t-il avec regret.

Salon Magazine, San Francisco

♣ www.ipcc.ch

ROYAUME-UNI

Des ingas entre les champs

D♦



DB

MIKE HANDS Plus de 300 millions de paysans pratiquent la culture sur brûlis dans le monde, et chacun déboise environ 1 hectare par an. Le Salvador a ainsi été presque entièrement déboisé, tout comme les forêts vierges du bas pays au Costa Rica, celles du Pérou, du

Honduras, du Venezuela ou de la Colombie, sans oublier une grande partie de celles du Brésil. Il s'agit d'une fuite en avant, car, après quelques années, les terres deviennent stériles et les paysans doivent déboiser un peu plus loin et dans des conditions de plus en plus difficiles. Mike Hands explique l'épuisement des sols par leur carence en phosphore. Pour y remédier, il propose de planter entre les parcelles cultivées des ingas, une variété d'arbres amazoniens. Une fois les arbres plantés, il suffit d'une faible quantité d'engrais pour assurer la pérennité des cultures. Plusieurs essais ont été réalisés dans des fermes au Honduras. "La réaction des paysans a été enthousiaste. Ils réclamaient à grands cris des graines et une assistance technique", se souvient Mike Hands. Malheureusement, il n'existe pour l'instant aucune pépinière en mesure de produire les quantités nécessaires d'ingas, et les financements pour en créer se font attendre. Mais l'écologiste ne baisse pas les bras. "Même sans ces pépinières, la méthode va se propager de proche en proche. Ce sera seulement très très lent. Mais, si nous ne faisons rien, nous perdrons pour toujours cette chance de sauver la forêt vierge", affirme-t-il.

♦ www.rainforest-alliance.org

ÉTATS-UNIS

Madame Butterfly

D♥



DB

CAMILLE PARMESAN Cette spécialiste des papillons a pris conscience que l'un de ses préférés, l'*Euphydryas editha*, avait presque disparu au Mexique, où il était auparavant omniprésent, mais qu'il proliférait désormais au Canada. Une évolution qui ne peut s'expli-

quer que par le changement climatique. La biologiste américaine s'est également intéressée à 57 espèces de papillons vivant en Europe et s'est aperçue que 35 d'entre elles se déplaçaient également vers le nord. Le message envoyé par les insectes, qui jouent le rôle d'indicateurs, est clair : le changement climatique affecte l'intégralité de l'écosystème de la planète. Comme l'explique le magazine *Audubon*, Camille Parmesan a été l'une des premières à montrer les conséquences du réchauffement de la planète sur la nature. Elle est l'une des spécialistes de la question pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. [Voir aussi CI n° 785] ♥ www.pewclimate.org

D♠



DB

BRAGI ÁRNASON Selon lui, l'Islande est en mesure de mettre un terme définitif à sa consommation de pétrole et de charbon et de satisfaire tous ses besoins en carburant grâce à l'hydrogène d'ici quarante ans. Surnommé "professeur Hydrogène", ce chercheur de l'université d'Islande a fait de son pays un champ d'expérimentation pour le plus ambitieux projet du monde en matière

d'énergies renouvelables. Sous son impulsion, l'université s'est associée à Shell et à DaimlerChrysler pour réduire progressivement la consommation de pétrole du pays, laquelle s'élève à 6 millions de barils par an. Il s'agit de convertir à l'hydrogène chaque bus, chaque voiture, chaque bateau. "S'ils arrivent à démontrer la viabilité d'une économie fonctionnant uniquement sur une énergie renouvelable, ce sera un formidable modèle à suivre pour le reste du monde", explique Kert Davies, de Greenpeace. Árnason, qui défend la cause de l'hydrogène depuis près de trente ans, a longtemps été considéré comme un excentrique. "Il prêchait dans le désert, très peu de gens l'écoutaient. Maintenant, il est le croisé de l'hydrogène, tout le monde le connaît en Islande", confirme le Pr Thorsteinn Sigfússon.

ISLANDE

Le "professeur Hydrogène" est obstiné

La ville de Reykjavík a décidé de mettre en œuvre son projet. Elle transforme ses autobus en véhicules à hydrogène. Árnason reconnaît qu'il ne sera pas facile de faire passer tout le pays aux piles à combustible. En effet, il faut de l'énergie pour produire l'hydrogène, une énergie provenant généralement des carburants fossiles qu'il est censé remplacer. Mais l'Islande produit déjà presque toute son électricité dans des centrales géothermiques et hydroélectriques, ce qui lui fournit un moyen propre de séparer les molécules d'hydrogène de l'eau. Une fois que le pays aura entièrement réalisé le rêve d'Árnason, il aura réduit de moitié sa pollution liée aux gaz à effet de serre.

A 70 ans, Árnason ne s'attend pas à être là pour le voir, mais ses quatre filles et ses huit petits-enfants respireront mieux. Le professeur, qui parcourt l'Islande à cheval à longueur d'année, assure que l'avenir de son pays ressemblera beaucoup à son passé. "Quand les Vikings se sont installés en Islande, ils n'ont utilisé que des énergies renouvelables, comme le vent, le soleil, le bois, rappelle-t-il. Les Islandais ont fait partie de la première civilisation de l'énergie solaire. Aujourd'hui, nous cherchons à sortir de la période des énergies fossiles pour entrer dans la deuxième civilisation de l'énergie solaire. A terme, le reste du monde suivra."

Salon Magazine, San Francisco

♠ teochem.org/bragastofa

politique

László Sólyom Présidents verts de tous les pays, unissez-vous



HONGRIE ■ Le président hongrois n'a pas renoncé à mettre les pieds dans le plat. Il veut rassembler les chefs d'Etat verts de la planète.

L'un des pères fondateurs de la nouvelle démocratie hongroise, László Sólyom, est aussi l'un des rares chefs d'Etat d'Europe centrale à avoir fait de l'écologie son cheval de bataille. Son engagement ne date pas d'hier. C'est en effet aux côtés du Cercle du Danube – le mouvement qui s'est opposé au mégaprojet stalinien du barrage de Gabčíkovo-Nagymaros, à la frontière avec la Slovaquie – que ce professeur de droit est entré en politique, au début des années 1980. Cela lui a permis d'élaborer des règles juridiques en faveur de la protection de l'environnement. En 1989, il a figuré parmi ceux qui, au nom de l'opposition, ont négocié la transition. Président de la Cour constitutionnelle de 1990 à 1998, il a mis l'écologie au programme de la Constitution et a élaboré un projet de loi visant à créer un poste de médiateur des futures générations. Il s'est donc naturellement retrouvé, en 2000, parmi les fondateurs de Védegylet [Association de protection]. L'organisme, dont la devise est "La politique peut être différente", "essaie de trouver des alternatives écologiques, radicales et démocratiques à la colonisation technologique au niveau des institutions démocratiques, de la politique commerciale et énergétique ou, par exemple, de la protection des forêts", explique son actuel président. Védegylet s'est notamment opposée à l'installation d'un radar de l'OTAN à Zengő, un site pro-



■ Peter Garrett (Australie)
Ancien chanteur du groupe Midnight Oil, qu'il a quitté définitivement en décembre 2002 pour se consacrer à la vie politique, Peter Garrett est connu pour ses prises de position en faveur de l'environnement et des Aborigènes. Il a été la conscience écologique de toute une génération d'Australiens.
R♦ <http://www.petergarrett.com.au>

tégé au sud de la Hongrie. Sólyom était évidemment au rendez-vous. C'est aussi Védegylet qui, en 2005, a rassemblé des intellectuels de tous les bords pour demander à Sólyom de se porter candidat à la présidence. L'objectif fut atteint puisque, le 7 juin 2005, il a été élu président de la République par les députés.

Mais ce n'est pas cette élection qui va le détourner de son engagement. Ses propos et ses actes continuent de déranger, comme en témoigne la déclaration faite le 4 août 2005, à la veille de son investiture. "Il faut reconnaître le poids et le rôle des Etats-Unis. Mais je dis également qu'ils ne doivent pas tomber dans des excès. Moi, par exemple, je n'irai pas aux Etats-Unis – je ne m'y suis pas rendu quand j'étais scientifique – tant que je serai obligé de donner mon empreinte digitale", expliquait-il alors au quotidien *Magyar Hírlap*. Ses nouvelles fonctions ne l'empêchent pas de poursuivre son engagement. En septembre, il a participé – cette fois "à titre privé" – à une manifestation à Zengő. Le gouvernement vient d'ailleurs d'annoncer qu'un nouveau site avait été trouvé pour le radar.

"L'INITIATIVE POUSSERA COMME UNE PLANTE ET PORTERA SES FRUITS"

Il a d'autres ambitions, comme celle de "rassembler les chefs d'Etat verts de la planète". Une idée qu'il a développée dans un entretien accordé au quotidien hongrois *Népszabadság*. "Il ne s'agit pas d'un quelconque organisme. Ce sera un réseau fondé sur des liens personnels, ce qui explique pourquoi il se fait lentement. Le système de valeurs qu'il représentera ? Je l'appellerais 'la responsabilité à l'égard de l'avenir'. Car il y a des causes sur lesquelles nous, les chefs d'Etat, nous pouvons avoir de l'influence. Quant au cadre structurel de ce réseau, je prévois un événement pour

R♥



manifeste notre engagement, dans deux ans, à Budapest. C'est tout. Nous sommes de plus en plus nombreux. Le premier que je suis allé voir était le président lituanien : il a accueilli l'idée avec enthousiasme. L'idée avance bien : des ambassadeurs viennent me voir, surtout des pays nordiques et d'Amérique du Sud. Mais je ne veux pas précipiter les choses. L'initiative suivra son chemin, elle poussera, comme les plantes, de façon organique, et portera peut-être un jour ses fruits."

R♥ www.zpok.hn/vedegylet

CHINE

La voix de la raison

R♣



PAN YUE Dans un pays où les organisations de défense de l'environnement émergent péniblement sous le regard vigilant des autorités, l'une des personnalités les plus marquantes dans ce domaine est curieusement Pan Yue, 45 ans, vice-ministre de l'Environnement

depuis 2003. Cet ancien journaliste répond aux interviews de la presse chinoise et internationale avec franchise et détaille précisément la gravité des atteintes à l'environnement en Chine. En 2005, il a mis un coup d'arrêt à une trentaine de projets industriels entamés sans qu'aucune étude préalable d'impact sur l'environnement ait été entreprise. Il s'en est suivi une polémique avec les responsables industriels locaux. Même si ces projets ont repris, Pan Yue poursuit son combat. Lors d'une conférence en juin dernier, il a affirmé que, si rien n'était fait pour ralentir le rythme de croissance, lequel pourrait quadrupler d'ici à 2020, la pollution suivrait la même tendance. Il lance périodiquement des mises en garde au sujet de l'utilisation excessive des matières premières et il explique également que la pollution de l'eau et celle de l'air peuvent être aussi responsables de pertes économiques. A long terme, affirme-t-il, seule une meilleure transparence et une implication grandissante de la population dans la préservation de l'environnement pourront limiter les dégâts. Cette affirmation n'engage malheureusement que lui.

R♣ www.cenews.com.cn

BURKINA FASO

Détective, promoteur de spectacles, puis écolo

R♦



RAM OUÉDRAOGO En 1991, année de la restauration de la République burkinabée, le président Blaise Compaoré [qui, à 54 ans, dirige le pays depuis 1987] considérait Ram Ouédraogo comme son "adversaire préféré". Mais le ton semblait moqueur, tant l'irruption sur la scène politique de l'ancien imprésario paraissait incongrue. Si l'écologiste a finalement boycotté le scrutin de 1991, il se targue pourtant aujourd'hui, à l'issue de la présidentielle du 13 novembre 2005, d'être le seul politicien à avoir affronté deux fois Compaoré dans un combat pour la magistrature suprême. En 1998, il avait obtenu 6,67 % des suffrages, mais, le 18 novembre, la Commission nationale électorale indépendante l'a crédité de 2,03 % des voix, un résultat qui s'explique par les multiples candidatures au sein de l'opposition et par le raz de marée électoral du président sortant, qui a recueilli 80 % des suffrages. Né en 1951 en Côte-d'Ivoire, Ram Ouédraogo est revenu au pays en 1984, à la faveur de la révolution qui rebaptisera la Haute-Volta "Burkina Faso". Il a été tour à tour comptable, détective

privé, journaliste et surtout promoteur de spectacles – une trajectoire originale dans laquelle il affirme avoir puisé son expérience politique. "Je suis issu du show-biz, je suis d'un monde encore plus impitoyable que la politique. Je sais ce que sont les coups bas", affirmait-il en octobre dernier. En 1991, il a créé le premier parti écologiste burkinabé, l'Union des verts du Burkina (UVDB). En 1999 il est devenu ministre d'Etat, député en 2002, avant de créer un nouveau parti, le Rassemblement des écologistes du Burkina (RDEB). Dans ce pays enclavé du Sahel, l'environnement est au cœur de tous les programmes politiques. En l'absence de surindustrialisation, on y parle peu de la détérioration de la couche d'ozone. Supportant déjà 45 °C, on n'écoute guère les discours sur le réchauffement de la planète. Mais, adossé aux dunes du Sahara, on s'inquiète de la désertification des sols. Membre fondateur des partis écologistes d'Afrique, membre du Réseau écologiste mondial, le vert Ouédraogo a ainsi du mal à faire valoir l'originalité de son programme. Certains le présentent même comme un faire-valoir de Compaoré.

Damien Glez, *Journal du jeudi, Ouagadougou*

R♦ www.ecolomagazine.bf

Jonathon Porritt Faire la leçon à Tony Blair

ROYAUME-UNI ■ L'ancien président des Amis de la Terre, qui fut aussi président du parti vert britannique, a été enseignant dans sa jeunesse. Il est désormais le principal conseiller du Premier ministre en matière d'environnement.

THE INDEPENDENT ON SUNDAY (extraits)
Londres

Jonathon Porritt était professeur dans un collège difficile proche de Wormwood Scrubs, à l'ouest de Londres, quand il a découvert l'écologie. Ses élèves adolescents n'avaient jamais vu de vache. Il décida de leur en présenter une. Le jeune diplômé d'Oxford se mit à emmener ses élèves turbulents en excursion à la campagne. Ils y lisaient de la poésie et s'ébattaient dans les champs. Puis Porritt les laissait seuls dans les bois pour qu'ils puissent pour la première fois de leur vie connaître la pénombre et le silence total. "C'étaient vraiment des petits durs de la ville. Le collège recrutait principalement dans le quartier de White City. C'était un endroit horrible où grandir, se souvient-il. On les emmenait dans les bois, on les séparait et on les laissait seuls. Je ne suis pas vraiment venu à l'écologie par amour de la nature. Je suis venu à l'écologie en voyant des enfants dont la vie était gâchée par l'absence de nature."

LE PROBLÈME DE BLAIR, C'EST DE TROP VOULOIR PLAIRE À SON PUBLIC

Ce que les élèves ne savaient pas, c'est que le gentil professeur qui les emmenait dans les bois avait un secret. Non seulement il avait fréquenté Eton, l'école privée la plus sélecte de Grande-Bretagne, mais il était en outre fils du chirurgien du roi George VI et héritier d'un titre de baronnet. Installé dans le bar d'un hôtel londonien huppé, M. Porritt, comme il préfère qu'on l'appelle, a l'air quelque peu embarrassé quand la question arrive sur le tapis. C'est un homme aimable, dont les manières et l'accent rappellent légèrement ceux du prince Charles, dont il est le conseiller. "Je vous en prie, n'employez pas le titre", supplie-t-il en agitant les mains de façon expressive. "N'en faites pas tout un plat, s'il vous plaît, parce que je l'ai en horreur. Mon père était un homme absolument merveilleux, il a fini par réussir incroyablement et a été anobli, c'est tout. C'était un titre héréditaire. On n'en fait plus aujourd'hui." Porritt, qui est aujourd'hui le principal conseiller de Blair pour les questions environnementales, tient beaucoup à ne

1♣



DBU

■ **Klaus Toepfer (Allemagne)**
Ancien ministre chrétien-démocrate de l'Environnement, il est aujourd'hui directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dont le siège est à Nairobi. En Allemagne, il est à l'origine du système de recyclage d'emballage baptisé "point vert". Sous sa direction, le PNUE a notamment permis la signature du protocole de Montréal pour protéger la couche d'ozone et la mise en place de la Convention internationale de protection des espèces animales et végétales (CITES).
1♣ www.unep.org

1♠



Karen Robinson/Greenpeace

■ **Gerd Leipold (Allemagne)**
Depuis 2001, c'est lui le grand patron de Greenpeace, la plus turbulente des ONG écologistes. Scientifique de formation, c'est l'ancien directeur de Greenpeace Allemagne.
1♠ www.greenpeace.org



■ Des militants antinucléaires tentent de bloquer un train de déchets à Harlingen, aux Pays-Bas.

Roland Maguina/AFP

1♥



SDC

blessé personne, même quand il s'agit de délivrer des messages difficiles. Il préfère inciter les hommes politiques et les multinationales à penser vert plutôt que les punir et les humilier. "Nous nous efforçons de travailler avec l'énergie positive des gens, explique-t-il. Si on procède de cette manière, les choses changent plus vite que si l'on force les gens à faire les choses. Il faut être en phase."

Quand on lui demande s'il pense pouvoir se mettre en phase avec l'énergie positive du Premier ministre, la question semble le troubler un instant. Tony Blair a plongé les écologistes dans le désarroi début novembre, lors d'un sommet sur l'environnement réunissant les ministres de l'Energie du G8 et des grands pays émergents, en tenant des propos qui semblaient montrer un renoncement aux objectifs ambitieux qu'il avait annoncés auparavant. Les écologistes ont été pris par surprise, y compris Porritt. Il a d'ailleurs passé une journée entière au téléphone à essayer de tirer les choses au clair avec Downing Street. Il fallait savoir si Blair avait véritablement fait volte-face à propos de la nécessité de fixer des objectifs pour la réduction des émissions de CO₂. "A mon avis, ce n'est pas véritablement un revirement, mais plutôt de l'inconstance. C'est une question de manque de constance, d'incapacité à garder une position absolument claire et précise", estime Porritt. Le problème de Blair,

selon son conseiller, c'est peut-être qu'il a trop envie de plaire à son public. "Ce qui m'énerve, c'est son incapacité à développer une position constante avec tous les publics et dans toutes les circonstances. Je sais que la diplomatie repose sur des compromis mutuels et sur la flexibilité, mais la vérité est que, si on n'est pas absolument clair sur un sujet comme celui-là, on ne fait que semer la confusion", poursuit-il.

Au Royaume-Uni, les émissions de gaz carbonique augmentent et le gouvernement risque de ne pas atteindre ses objectifs en la matière. L'équipe de Porritt a communiqué à Downing Street une feuille de route détaillée pour y remédier. Reste à savoir si, malgré ces indications, le gouvernement ne va pas perdre le cap. "Compte tenu de son point de départ, je pense qu'il est encore sur la bonne voie", répond Porritt d'un air songeur. "Mais il va beaucoup trop lentement !"

Marie Woolf

1♥ www.foe.org

SUISSE

Un carnet d'adresses bien fourni

1♦



Jean-Marc Ferre/Reuters

■ **CLAUDE MARTIN** Neuchâtois d'origine, Claude Martin a grandi à Zurich. Après un doctorat de biologie, il a beaucoup bourlingué, passant de nombreuses années dans la savane africaine et d'autres coins perdus de la planète, avant de prendre la tête du WWF suisse, puis du WWF international. Ce Vaudois d'adoption a la carrure des grands : charisme, intelligence et humanité. A l'image de Nelson Mandela, il sait que dans les relations internationales c'est le respect qui compte. Ce patron des patrons de l'environnement a des relations sur la planète entière. Il compte les plus puissants parmi ses amis, campe dans la jungle avec le prince Philip [le mari de la reine d'Angleterre était président honoraire du conseil du WWF] et mange à la table de Nelson Mandela, un homme qu'il admire profondément pour sa sagesse.

1♦ www.wwf.org